



La conspiration du silence



En 1949, à Paris, Victor Andreievitch Kravchenko dénonça pour diffamation la revue « Lettres Françaises »: il y eut un procès qu'il gagna. A cette occasion l'écrivain russe avait dit: « Je mets ma vie au service de la lutte contre le régime soviétique. Des millions d'hommes, derrière le rideau de fer, m'approuvent: il y en a même parmi ceux que mes adversaires ont choisi pour témoins, et je le prouverai. Ils devront déposer sous la menace parce qu'ils ont laissé les leurs en Russie en otages. Je connais ce genre de choses... ».

Kravchenko ne fut pas le seul à connaître « ce genre de choses ». Après lui le connurent également Benes, Masaryk, Rayk, Clementis, Patrascanu, Naghi, Maleter et tant d'autres, une énumération qui ne finira pas tant qu'il y aura au monde des régimes totalitaires, des dictatures, de droite ou de gauche, des régimes qui échappent au contrôle de l'opinion publique.

A quoi ont servi les millions d'exemplaires du livre de Kravchenko « J'ai choisi la liberté », répandus dans tout le monde libre? A augmenter son compte en banque, sans aucun doute. Mais ce n'était pas ce qu'il voulait. En 1944 il parla à la radio, à New York, et fit des prévisions terribles sur l'avenir de l'Europe. Un an après il y eut Yalta qui marqua le triomphe de Staline en Europe orientale et prépara la tombe de l'Occident.

Même son second livre « L'épée et le serpent » (« J'ai choisi la justice »), paru en 1950, qui contient tant de révélations sensationnelles sur les faits et sur les visées expansionnistes de l'URSS ne servit à rien. Avec une légèreté inconcevable, les Américains se sont laissés dérober les secrets atomiques par l'URSS, ont aidé la révolution de Fidel Castro et ont accueilli avec autant de légèreté les sévères avertissements de Kravchenko et les révélations tragiques de tant de réfugiés des Pays derrière le rideau. Des erreurs grossières, en chaîne, se sont accumulées au cours de la timide administration Eisenhower, répétées sous l'administration Kennedy, renforçant la position du communisme dans le monde.

Kravchenko a compris que sa voix, qui avait fait sensation en 1949, dans la salle d'un tribunal parisien, resterait sans écho. Fils de sains et réalistes paysans, il ne pouvait se contenter de jouer les don Quichottes en combattant contre les moulins à vent. Sans patrie — encore qu'il en eût deux, mais factices — déçu, épuisé par la lutte vaine, il n'a pas pu se résigner à son échec et a choisi la liberté de quitter ce monde où il n'avait trouvé qu'une autre conspiration: celle du silence.



ANTONIO SEGNI

MOUVEMENT EUROPEEN

Président, Maurice Faure.

Vice-Présidents: Sir Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, Enzo DALLA CHIESA, Pierre WIGNY.

Secrétaire Général: Robert VAN SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL

Membres: Délégués des organisations adhérentes internationales et nationales.

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

André ALERS, Paul AUER, Sir EDWARD BEDDINGTON-BEHRENS, Baron BOEL, Georges BOHY, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Maurice FAURE, Lord GLADWYN, Etienne HIRSCH, John HYND, F. JOCKIN, Salvador DE MADARIAGA, René MAYER, J. H. C. MOLENAAR, Franco NOBILI, Baron Friedrich Carl von OPPENHEIM, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, Robert van SCHENDEL, André VOISIN, Vierre WIGNY, Terje WOLD, Alois ZIMMER.

COMITE' FINANCIER:

Président: Baron Boël.

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président: Georges BOHY; **Vice-Présidents:** Dr Muhlis ETE, Maurice FAURE, John HYND, Bruno PITTERMANN, Natale SANTERO, Franz SEIDL, Etienne de la Vallée POUSSIN, Jean ZIGHDIS.

COMMISSION DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Président: Etienne de la Vallée POUSSIN.

COMMISSION FEMININE

Présidente: Marcelle LAZARD.

ORGANISATIONS NATIONALES ADHERENTES

Conseils Nationaux: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas; Suède, Suisse, Turquie.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES ADHERENTES

Association Européenne des Enseignants	. . . . .	A. ALERS
Centre d'Action Européenne Fédéraliste	. . . . .	HENRI BRUGMANS, Président du Comité Fédéral, et ANDRE' VOISIN, Président du Comité Exécutif
Conseil des Communes d'Europe	. . . . .	HENRY CRAVATTE
Ligue Européenne de Coopération Economique	. . . . .	BARON BOEL
Mouvement Libéral pour l'Europe Unie	. . . . .	THEO LEFEVRE
Gauche Européenne	. . . . .
Nouvelles Equipes Internationales	. . . . .
Union des Résistants pour une Europe Unie	. . . . .	JEAN KREHER
Mouvement Fédéraliste Européen	. . . . .	ETIENNE HIRSCH, Président du Comité Central, Président du Comité Exécutif et RAYMOND RIFFLET

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	. . . . .	DENIS DE ROUGEMONT, directeur
Collège d'Europe (Bruges)	. . . . .	HENRI BRUGMANS, recteur

SECRETARIAT INTERNATIONAL

Avenue d'Auderghem, 57b, Bruxelles 4. tél. 35.01.94

Quand les événements commandent aux hommes

EUROPE CONVALESCENTE

Une rencontre dont on avait un peu peur entre le général de Gaulle et le Chancelier Ludwig Erhard: mais les deux chefs d'Etat ont de commun accord oublié les divergences pour resserrer l'alliance dont l'Europe a tant besoin

L'accord sur le désaccord

Avant son départ pour Paris, au début du mois de février, M. Ludwig Erhard avait déclaré qu'il ne s'embarasserait pas de dossiers pour tendre plus facilement la main au général de Gaulle.

La rencontre au chevet de l'Europe unie convalescente a été en effet, sinon concluante, du moins empreinte de bonne volonté; le sourire sur les lèvres le Président de la République Française et le Chancelier de l'Allemagne Fédérale ont scellé l'accord sur le désaccord, disent les pessimistes.

Les optimistes, par contre, soulignent la phrase-clé du communiqué rédigé par le comité des ministres à la fin de la rencontre: « Le gouvernement français a constaté à quel point la bonne marche de la coopération économique européenne serait facilitée par l'organisation d'une coopération politique ». « Une agréable surprise » a commenté à Bonn le porte-parole du gouvernement, M. Karl Gunther von Hase.

Bien entendu les réunions de Luxembourg qui ont vu la France reprendre sa place à la table des négociations du Marché Commun ont facilité les choses.

Les curiosités du chancelier Erhard

En venant à Paris, M. Erhard était à coup sûr anxieux d'obtenir quelques précisions concernant le prochain voyage du Général à Moscou. On sait que la divergence fondamentale entre les gouvernements de Bonn et de Paris concerne les relations avec les Etats-Unis. Le Chancelier Erhard considère

que la seule chance de réunification allemande est étroitement liée à la plus étroite fidélité à l'alliance atlantique; et le Général ne veut pas d'une Europe sous tutelle américaine.

Or, on peut se demander si le Président français n'a pas prédisposé son voyage à Moscou en partie pour resserrer les liens d'une entente franco-allemande qu'il estime indispensable à l'Europe, et qui s'était trouvée fâcheusement compromise ces derniers mois. Nul n'ignore en effet qu'il considère le démembrement de l'Allemagne comme un des pires dangers pour le continent; et que, déjà, à la libération, il avait fait un voyage à Moscou pour aborder ce problème. S'il veut ainsi inciter l'Allemagne à se rapprocher de la France, ce mobile n'a pu cependant le déterminer qu'en partie. Le Général n'est l'homme ni des stratégies fragmentaires, ni des décisions impulsives, ni projets temporaires. On veut espérer que, s'il veut attirer l'Allemagne, il veut aussi négocier sur Berlin et que ces projets rentrent dans le cadre d'un vaste plan d'ensemble auquel on ne saurait reprocher qu'une seule chose: d'être « trop » vaste et d'envisager une Europe démesurée, irréaliste parce qu'elle ne correspond pas à la réalité européenne: nous voulons parler de l'Europe utopique dont il rêve, de l'Atlantique à l'Oural et qui engloberait des territoires et des populations où vivent les germes du plus radical anti-européisme.

Quoi qu'il en soit, peu diplomate dans la forme, mais profondément diplomate dans la substance, le Général aurait semble-t-il soigneusement évité de dévoiler ses projets moscovites et les deux hommes d'Etat n'auraient guère parlé, au cours de leurs entretiens que du problème européen. Et M. Ludwig Erhard a dû cacher sous un sourire ses légitimes curiosités.

L'EUROPE INDUSTRIELLE EST NÉE

Intégration progressive des grandes industries européennes

L'Europe est déjà faite: sans doute lui manque-t-il encore son statut officiel, son drapeau, son blason personnel, son propre Parlement. Elle est jeune encore et, comme tous les jeunes, tributaire de tous; chacun lui prête ce dont il dispose, et chacun voudrait la marquer de son signe, en faire sa propre créature: parents exclusifs et jaloux, les «grands» de l'Europe se disputent cette adolescente encore fragile à laquelle ils voudraient imposer leurs propres directives, leurs règles de vie. On la tourmente, on l'écartèle: mais l'adolescente est vitale et sortira de l'âge ingrat; une énergie démesurée la pousse, celle des jeunes générations qui veulent marcher coude à coude pour mieux vivre, mieux travailler, sourdes aux appels à la prudence du grand père, et se moquant bien des craintes timorées, des idées surannées, des vues étroites d'un conseil de famille ancré aux préjugés, aux idées d'un autre âge.

Comment est née la jeune Europe? de la peur. Et comment sa croissance est-elle assurée? Par de nobles discours, par un grand idéal? Par le souci de sauvegarder son patrimoine culturel, sa civilisation?

Nous ne le pensons pas. Non pas que

nous n'ayons point foi en ces valeurs. Notre génération a conçu l'Europe pour les sauver. Mais ce mobile qui était bon pour nous, ne signifie plus grand chose pour nos fils. Les jeunes ignorent la peur. Ils ne croient pas au danger. Et, comme nous-mêmes avons déjà beaucoup moins peur, l'Europe courrait — a couru le risque de s'enliser.

C'est par amour du progrès qu'elle reprendra sa marche. Née de la peur, l'Europe vivra par ambition, par désir du bien-être qui sont les gages certains, les facteurs invincibles de sa réussite.

Au lendemain de la dernière guerre, les nations continentales comprirent qu'il fallait tout faire pour éviter des luttes fratricides. Surtout, il y avait la menace russe. Peur de s'entretuer, peur d'être un jour envahis par les communistes. Les peuples tremblants pensèrent qu'il n'y avait qu'un seul remède: l'union. Puis la peur disparut peu à peu; engagés dans leur oeuvre de redressement les pays européens ne songeaient plus guère à se disputer des territoires; et la disparition des empires coloniaux fut un peu comme une abolition des privilèges, destinée à faciliter l'entente. Il y

(Suite de la p. 3)

L'Europe de la pratique

Auprès de la phrase-clé du communiqué des ministres, un «mot-clé» du général de Gaulle nous paraît encore plus significatif. «Nous ne tendons pas à une époque de grandes constructions théoriques qui seraient vaines — a-t-il dit — mais à l'Europe de la pratique que nous appliquons déjà avec vous et nos associés européens du point de vue politique. C'est dans ce sens que nous travaillons, convaincus que deux grands pays comme la France et l'Allemagne s'accorderont sur les questions pratiques en offrant au monde exemple et réconfort».

Selon le général, la réalisation de l'Europe unie devrait donc se faire de façon empirique. Ce qui signifie qu'il s'opposerait à l'avenir comme par le passé à toute initiative qui ne lui paraîtra pas suffisamment cohérente avec les événements. Par bon-

heur, les événements forcent parfois la main des hommes les plus résolus. Nous avons vu, à la relance de Luxembourg, lors de la récente reprise des négociations du Marché Commun, MM. Spaak et Colombo emporter à force de bonne volonté les dernières résistances des délégations. Nous avons vu les électeurs français manifester clairement leur européisme. Nous voyons chaque jour les jeunes générations européennes se considérer partout comme chez elles en Europe. Demain, elles auront besoin pour leurs activités, leurs études, leurs recherches, de vastes débouchés, de communications et de transports rapides, d'ateliers et d'usines dotés d'équipements coûteux; déjà elles savent que tous ces biens ne s'acquièrent que par une étroite coopération. La conviction des jeunes européens est déjà faite: empirique ou théorique, ils veulent l'Europe pour champ d'action. Le général de Gaulle peut freiner leur fougue: il ne pourra les empêcher de courir vers la vie.

AN. GINI

eut des accords douaniers, le Bénélux, le Marché Commun. On voyageait, on parla de capitale européenne. Il devenait de plus en plus improbable qu'un pays d'Europe se mit en tête d'envahir son voisin. Quant aux Russes, ils étaient toujours là, étrangers, incompréhensibles, avides, hostiles; mais la coexistence provisoire semblait s'éterniser. On en vint même à admettre paisiblement qu'une partie de l'Europe pût leur être asservie. Délivrés de leur peur, résignés à voir leurs frères d'Europe orientale en esclavage, on put alors se demander si les peuples d'Europe finiraient réellement par s'unir: quels autres mobiles pouvaient en effet justifier les sacrifices demandés par l'Union?

Coordination nécessaire

Or, ces mobiles sont là et tels que nul ni rien ne pourra désormais leur résister. Car ils s'appellent: nécessité de coordonner les financements, les transports, la recherche dans tous les domaines pour l'élaboration, la construction, la fabrication de tout ce qui ouvre les portes de l'avenir: exploration spatiale, électronique, science médicale; nécessité d'assurer la mobilité de la main d'oeuvre, la liberté de se mouvoir d'un pays à l'autre; nécessité de créer des firmes de production de taille internationale. Autrement, que pourrions-nous offrir aux jeunes générations? Leur monde est là, et si nous ne savons pas le leur donner, n'en doutons pas, elles sauront bien le conquérir.

Coopération industrielle

Quelques précisions, des données concrètes vont nous prouver que, *volens nolens*, l'Europe est déjà faite, s'il ne nous suffisait pas de savoir que nos étudiants, nos ouvriers voyagent à travers tous les pays du continent comme chez eux; qu'ils se passionnent pour les sportifs, les chanteurs des pays voisins qu'ils connaissent aussi bien que les leurs; qu'on trouve peut-être plus de « gaullistes » à l'étranger qu'en France; que les autos italiennes, les frigidaires italiens, les chaussures italiennes, les produits chimiques allemands, les 2 Chevaux Citroën, les DS françaises ont des amateurs farouches, convaincus jusque dans les moindres villages de tous les pays d'Europe.

Mais voici des symptômes plus solides, plus sérieux, quoique peut-être moins révélateurs: les journaux nous disent que l'*interdépendance* augmente entre les industries européennes. Deux des plus grandes industries chimiques d'Europe, la Bayer de Leverkusen et la Rhône-Poulenc de Paris, ont conclu au début de ce mois un accord de coopération dans le domaine de la recherche scientifique. Les deux industries

qui sont particulièrement intéressées par la branche pharmaceutique, ont en outre l'intention de développer les recherches de chimiothérapie des tumeurs et des maladies causées par virus. L'accord permettra désormais à la Bayer et à la Rhône-Poulenc d'éviter des travaux parallèles superflus et d'obtenir plus rapidement de nouveaux produits. Ce qui aboutira à plus ou moins brève échéance, à la création d'une industrie à l'échelle mondiale. Et comme une industrie italienne pharmaceutique, la Farmitalia, appartient déjà pour 51% à la Montecatini et 49% à la Rhône-Poulenc, on aurait pu croire que cet accord était le premier d'un vaste mouvement économique tendant à englober l'économie italienne du secteur comme d'ailleurs le fit penser l'intervention du groupe pétrolier bien connu anglo-hollandais. Mais à ce point les industriels italiens ont fermement réagi, facilités d'ailleurs dans leur tâche par le gouvernement de centre-gauche: le puissant groupe financier ayant à sa tête la gigantesque société Edison est intervenu sur l'initiative de l'une des personnalités les plus marquantes de la finance internationale, Monsieur Giorgio Valerio. En effet l'Edison se trouvait à disposer de forts capitaux provenant de l'indemnité gouvernementale qui lui avait été accordée à la suite de la nationalisation des usines électriques. De son côté la Montecatini italienne, l'une des plus importantes industries chimiques du Pays quant à l'équipement et aux brevets, traversait quelques difficultés dues à la politique d'investissements à long terme qu'elle avait menée ces dernières années. Les deux sociétés vont donc fusionner et constituer ainsi un holding à l'échelle mondiale.

Il n'y a que quelques pas à faire dans ce domaine pour que rapidement les accords se multiplient, une autre entente de coopération a été réalisée ces jours derniers entre deux industries métallurgiques: la Société Générale des Fonderies de Paris et la Buderus Eisenwerke de Wetzlar. Ces deux entreprises ont décidé de fonder un centre commun d'étude et de développer en commun quelques unes de leurs activités industrielles. Or, la Société Générale des Fonderies a une participation en Italie à la FA-RAD qui a récemment ouvert une usine à Chieti.

Enfin un accord est également prévu ce mois-ci entre deux grosses entreprises allemandes, la Siemens de Munich et la Bosch de Stuttgart. On s'achemine donc vers un équilibre économique européen qui permettra la collaboration inter-européenne des grandes industries.

LES SECTIONS NATIONALES DU MOUVEMENT EUROPÉEN

LE CONSEIL BELGE

M. Etienne de la Vallée Poussin est si bien connu dans les milieux européens qu'il est superflu de souligner ici le rôle important qu'il a joué dans le développement et l'activité du Conseil Belge du Mouvement Européen dont il est le Président. La Belgique, du reste, est un pays fortement orienté vers l'europhisme. Les raisons en sont multiples, en dehors des bénéfices économiques des motifs psychologiques encore plus impérieux vivifient considérablement les nombreuses initiatives dont le Conseil Belge se fait le promoteur.

Fondé en février 1949 par la volonté des organisations militantes nées depuis la fin de la dernière guerre en vue de promouvoir l'unité européenne, le Conseil Belge du Mouvement Européen rappelle qu'il est le seul en Belgique dont les missions nationales et internationales soient reconnues par les trois partis politiques traditionnels, les trois organisations syndicales et les grandes organisations économiques du pays. En conséquence, le Conseil Belge du Mouvement Européen tient à faire connaître que les seules associations qu'il cautionne sont celles qui ont la qualité de membre constitutif du Conseil Belge du Mouvement Européen. Il se réserve d'accorder son concours, son patronage, voire son appui matériel à des personnalités ou des groupes privés non-adhérents pour la réalisation d'un ou plusieurs projets d'action, de propagande ou d'information qu'il jugerait utiles à la poursuite de ses objectifs. De telles interventions seront toujours rendues publiques.

COMPOSITION DU CONSEIL

Bureau

Président :

Etienne de la Vallée Poussin, Sénateur.

Rapporteur général :

Raymond Rifflet, Attaché de Cabinet du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture, Secrétaire Général du Mouvement Gauche Européenne.

Vice-présidents :

Frédéric Bauthier, Avocat, Président de la Section belge de l'U.R.P.E.; Pierre Cabuy, Président du Mouvement Libéral pour l'Europe Unie; Auguste Cool, Président de la Confédération des Syndicats Chrétiens; Fernand Dehousse, Sénateur, Professeur à l'Université de Liège; Maurice Dewulf, Avocat, Député du P.S.C.; Charles Janssens, Député, Bourgmestre d'Ixelles, Vice-Président de la Section Belge du Conseil des Com-

munes d'Europe; Raoul Lammers, Administrateur de Sociétés, Vice-Président du M.F.E. (Comité de Bruxelles); Albert Lohest, Président du Centre européen de liaisons intercontinentales; un délégué à désigner par la F.G.T.B.

Trésorier :

Baron Pierre Bonvoisin, Président de la Banque de la Société Générale de Belgique.

Trésorier-adjoint :

Robert De Baerdemaker, Licencié en Sciences Economiques et Financières (Université de Bruxelles).

Secrétaire Général et Membre coopté :

Théo Bogaerts, Docteur en Philosophie et Lettres.

Adjointe au Secrétaire Général :

Isabelle Baeyens, Docteur en Droit, Licenciée en Sciences politiques et administratives.

Secrétaires :

Mmes A. Melis et I. Van Hove.

Comité Directeur

Délégués des Mouvements Constitutifs :

Action Européenne Fédéraliste de Belgique :

Mme Frédéric Gobbe-Isaac, Administrateur de Sociétés; Jean-Joseph Merlot, Député, Bourgmestre; Henri F. Jaspers, Secrétaire-Général du Comité International de liaison et de recherches politiques.

Conseil des Communes d'Europe :

Paul Mauroy, Commissaire d'Arrondissement, Administrateur de la Section Belge du Conseil des Communes d'Europe; Comte Thierry de Renesse, Bourgmestre d'Oostmalle, Administrateur de la Section Belge du Conseil des Communes d'Europe; Robert Marique, Secrétaire Général de la Section Belge du Conseil des Communes d'Europe.

Ligue Européenne de Coopération Economique :

Baron Snoy et d'Oppuers, Secrétaire Général Hre du Ministère des Affaires Economiques, Président du Comité belge de la L.E.C.E.; Comte

Harold d'Aspremont Lynden, Ancien Ministre, Sénateur; Jacques Polak, Conseiller aux Services du Premier Ministre, Administrateur du Comité Belge de la L.E.C.E.

Mouvement Fédéraliste Européen :

Ludo Dierickx, Docteur en Droit, Directeur du Centre Européen d'Etudes et d'Information; Chanoine Orban, Vice-Président du Comité « Hainaut » du M.F.E.; J. Verheyen, Secrétaire de la Commission Nationale.

Mouvement Libéral pour l'Europe Unie :

Michel Van Doosselaere, Avocat près la Cour d'Appel, Secrétaire Général International des Jeunesses Européennes Libérales; Herman Vanderpoorten, député; un membre à désigner.

Mouvement Gauche Européenne :

Paul-Emile Brogniez, Secrétaire national, adjoint du Mouvement Gauche Européenne; Marcel Busieu, ancien Ministre, Sénateur, Bourgmestre; Marc-Antoine Pierson, Avocat, Député.

Nouvelles Equipes Internationales :

Paul Herbiet, Avocat, Député; Josse Mertens de Wilmars, Député, Membre du Comité National du P.S.C.; Pierre Wigny, Ancien Ministre, Député.

Cooptés :

André Alers, Chargé de mission au Ministère de l'Education Nationale et de la Culture, Président international de l'Association Européenne des Enseignants;

Georges Aronstein, Avocat, Président de la Ligue Belge pour la Défense des Droits de l'Homme; Georges Bohy, Député, Ministre des Travaux Publics, Président International de l'Union Parlementaire Européenne;

Robert Collard Bovy, Professeur, Président National de l'Association Européenne des Enseignants (enseignement libre);

Jean de Cooman d'Herlinckhove, Président du F.N.A.M.I.;

Baudouin de Grunne, Président de l'Union des Villes et des Communes;

O. de Raeymaecker, Président à l'Université de Louvain;

Philippe Deshormes, Chef de Cabinet du Vice-Premier Ministre, ancien Secrétaire Général de la Campagne Européenne de la Jeunesse;

Mme Y. de Wergifosse, Présidente de la Commission féminine belge du Mouvement Européen;

Jean Drapier, Chef de Cabinet honoraire du Premier Ministre, Président du Conseil de la Coopération au Développement;

Gaston Eyskens, Ancien Premier Ministre, Député;

Joseph Fajchamps, Correspondant pour la Belgique du Bureau International du Travail;

A. Molter, Sénateur;

Baron Pierre Nothomb, Sénateur, Président du Groupement Européen de l'Ardenne et de l'Eifel;

Jean Steels, Professeur, Administrateur de la Chambre de Commerce Internationale (Section belge);

L. Tindemans, Député, Secrétaire National du P.S.C.;

Pierre Vanbergen, Chef de Cabinet du Ministre de l'Education Nationale et de la Culture, Président National de l'Association Européenne des Enseignants (enseignement officiel);

Elie Van Bogaert, Sénateur, Professeur à l'Université de Gand;

P. Van Damme, Bourgmestre de Bruges;

Robert van Schendel, Secrétaire Général du Mouvement Européen;

Pierre Vermeulen, Ministre de la Justice, Membre du Comité National du Mouvement Gauche Européenne

Gérard Walschap, homme de lettres.

Des chiffres éloquentes ...

En 1964

Le Conseil belge du Mouvement Européen a organisé, patronné ou subventionné de nombreuses manifestations mises sur pied par lui-même ou par ses mouvements constitutifs: week-ends et journées d'études, conférences et projections de films, conférences de presse, déjeuners-débats colloques, expositions, etc...

43.000

brochures, documents d'information, revues, etc... édités par le Mouvement Européen et par ses mouvements constitutifs, le Service de Presse et d'Information des Communautés Européennes, le Conseil de l'Europe et d'autres organisations européennes ont été diffusés dans notre pays.

16.000

élèves de l'enseignement moyen, normal, technique et primaire (officiel, libre et communal) ont participé à la Journée Européenne des Ecoles (concours de dissertation et de dessin).

280

parlementaires, bourgmestres, représentants d'organisations économiques et sociales, enseignants, étudiants, lauréats des concours européens ont pris part à des congrès, des colloques et des voyages d'études à l'étranger.

63

élèves de l'enseignement moyen, normal et technique, retenus à la suite de nombreuses éliminatoires, ont fait un exposé lors des épreuves finales provinciales et nationales du Tournoi européen d'éloquence.

Principales activités en 1965

Organisation de journées d'études consacrées aux problèmes économiques et sociaux au niveau national ou régional vus dans une perspective européenne.

Week-ends, stages et voyages d'études à l'intention des militants européens, des délégués des milieux économiques, syndicaux, etc... organisés par le Conseil belge du Mouvement Européen ou par ses mouvements constitutifs.

Conférences de presse et débats relatifs aux questions que pose l'intégration européenne.

Nombreuses conférences scientifiques et spécialisées dans les centres d'études européens et notamment à la Maison de l'Europe à Liège et au Centre européen d'Etudes et d'Information à Anvers.

Tournoi européen d'éloquence dans les chefs-lieux des provinces belges sous les auspices des Communautés Européennes avec le concours de l'Association Européenne des Enseignants.

Concours européen de rédaction et de dessin (Journée Européenne des Ecoles) organisé avec le concours de l'Association Européenne des Enseignants et la section belge du Conseil des Communes d'Europe.

Sélection des étudiants de nationalité belge pour l'année académique 1965-66 au Collège d'Europe à Bruges.

Edition de brochures et de document d'information relatifs aux questions européennes.

Diffusion de publications périodiques.

Développement des comités régionaux du Conseil belge du Mouvement Européen dans le cadre de sa politique de décentralisation.

Tournoi Européen d'Eloquence

Chaque année, le Conseil belge du Mouvement Européen permet aux étudiants de donner leur avis sur les problèmes de l'intégration européenne. Cette manifestation continue à susciter un très vif intérêt tant dans les milieux des enseignants qu'au sein de l'opinion publique. Le tournoi est organisé conjointement par le Conseil belge du Mouvement Européen et l'Association Européenne des Enseignants avec la collaboration du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture et du Secrétariat National de l'Enseignement Catholique. Il est ouvert à tous les étudiants de l'enseignement secondaire (moyen, technique et normal primaire).

« Le tournoi consiste en exposés de 10 à 15 minutes sur l'idée de l'unité européenne à la lumière de considérations historiques, sociales, économiques, culturelles, géographiques ou philosophiques, etc., au choix du candidat » (art. 4 du règlement).

Les prix suivants ont été prévus: séjours au Centre Européen à Burg Liebenzell (Forêt Noire), voyages d'études à Luxembourg, livres.

Journée Européenne des Ecoles

En 1964, 16.000 élèves de l'enseignement moyen, normal, technique et primaire (officiel, libre et communal) ont participé aux concours organisés dans le cadre de la Journée Européenne des Ecoles. Ces concours sont placés sous le haut patronage du Conseil de l'Europe, du Conseil belge du Mouvement Européen et de l'Association Européenne des Enseignants avec la collaboration du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture, le Secrétariat National de l'Ensei-

gnement Catholique et la Section belge du Conseil des Communes d'Europe.

Plus d'un million de participants appartenant à 13 pays (Allemagne Fédérale, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse) ont rédigé une dissertation sur les sujets suivants: « Pensez-vous que l'Europe ait des responsabilités collectives envers les autres pays du monde? Dans quels domaines devraient-elles s'exercer à votre avis? » et « Décrivez vos impressions sur l'un des pays d'Europe, son peuple, sa culture, soit d'après vos lectures, soit d'après ce que vous avez vu ou entendu à son sujet (cette rédaction ne sera pas consacrée à votre pays) ».

D'autre part, on avait proposé le thème suivant aux élèves qui participaient au concours de dessin: « Routes, ponts, rails, navires et avions relient les pays d'Europe. Faites un dessin illustrant cette idée » Les Communautés Européennes, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques ainsi que les Gouvernements des pays participants offrirent aux lauréats belges des bourses pour un séjour à l'étranger (Allemagne Fédérale, Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas et Suède).

Pour l'Europe Fédérale

Les VIIèmes Etats Généraux des Communes et Pouvoirs locaux d'Europe, réunis à Rome du 15 au 18 octobre 1964, ont adopté la résolution suivante. Cette résolution constituera la charte politique dont le Conseil belge du Mouvement Européen s'inspirera dans son action.

1. LA CONSTRUCTION EUROPEENNE est bloquée. Les gouvernements nationaux accrochés à des égoïsmes étroits et à des compétences périmées, s'opposent à tout développement et compromettent ce qui a été si péniblement construit.

2. L'EUROPE est gravement menacée dans ses fondements démocratiques, dans son indépendance économique et politique. Sans un sursaut des citoyens européens pour modifier profondément les structures nationales auxquelles s'attachent encore les gouvernements, on pourrait tout au plus maintenir une Europe des alliances à la merci de tous les caprices des conjonctions d'intérêts.

3. L'INTEGRATION ECONOMIQUE EUROPEENNE, si hureusement commencée par les Communautés existantes, ne saurait faire des progrès substantiels si un pas décisif n'est accompli vers l'organisation fédérale: extension progressive des compétences communautaires aux domaines de la politique étrangère, de la défense et de la culture et, dans un avenir rapproché,

Une manifestation à développer

La Journée Européenne des Ecoles

En France, le Concours de la Journée Européenne des Ecoles a été fixé au 1er février 1966. Voici quels sont les sujets du Concours:

12 à 14 ans - Dessin: *Elèves des écoles primaires, des collèges d'enseignement général, des collèges d'enseignement secondaire et des lycées.*

Composition d'un protège-cahier ou de jaquette pour un livre scolaire - (format 18x24 ou 21x27). Thème: flore, faune, produits, monuments ou costumes, etc... de différents pays d'Europe. Mode d'expression. au choix du concurrent. Nombre de couleurs: illimité.

14 à 16 ans - Rédaction: *Elèves des classes de 3ème et de 2ème des lycées, collèges et écoles normales et des classes de 1ère et de 2ème années des collèges d'enseignement technique.*

Vous êtes en l'an 2000 et vous voyagez en Europe. L'Europe que vous découvrirez est-elle différente de celle d'aujourd'hui? en quoi? L'Europe que vous souhaitiez en 1966 s'est-elle réalisée? (4 pages au maximum).

16 à 19 ans - Dissertation: *Elèves des classes de 1ère et des classes terminales des lycées et des écoles normales.*

Un grand Européen a dit: « La jeunesse veut une Europe ouverte, celle des universités du travail, du passeport unique, de la politique commune ».

Cette volonté est-elle la vôtre? Comment, à votre avis, harmoniser le civisme européen avec l'attachement au pays natal, d'une part, et d'autre part, avec une ouverture sur l'ensemble du monde? (8 pages au maximum).

(Suite de la p. 8)

mise en place d'un gouvernement fédéral européen. Un contrôle véritablement démocratique doit être exercé par un Parlement dont l'une des Chambres doit être élue au suffrage universel direct par l'ensemble des européens.

4. LES CITOYENS EUROPEENS doivent faire entendre leur voix sur l'avenir du monde. Ils veulent développer la science et la technique européennes. Les cloisons, héritées de l'histoire, excluent les larges collaborations et les vastes marchés indispensables au progrès.

5. LES CITOYENS EUROPEENS, soucieux avant tout de liberté et de justice sociale, ne peuvent plus tolérer que l'Europe soit l'apanage de groupes d'intérêts dont les pressions à l'échelle européenne, ne rencontrent pas d'obstacles effectifs.

6. LES CITOYENS EUROPEENS veulent une modernisation des structures démocratiques et une programmation économique européenne orientée vers la satisfaction des besoins, notamment d'emploi d'équipement, de logement, de santé et de culture.

7. LES CITOYENS EUROPEENS expriment leur solidarité avec leurs concitoyens qui vivent encore sous des régimes de dictature et souhaitent

avec ferveur que leurs pays soient, dans un proche avenir, libres d'adhérer à l'Europe Fédérale.

8. LES CITOYENS EUROPEENS, conscients de leur responsabilité à l'égard des peuples dépourvus, veulent partager fraternellement avec eux les fruits de leurs connaissances et de leur prospérité. Poursuivie dans le cadre des rivalités nationales, l'aide au tiers monde est stérilisée par la recherche de clientèles politiques ou commerciales.

9. LES AUTORITES LOCALES, au contact direct des aspirations populaires, ont un rôle d'avant-garde à jouer, car elles multiplient les échanges entre les peuples et contribuent puissamment à la compréhension mutuelle.

10. CONSCIENS DE LA GRAVITE DE LA SITUATION, les VIIèmes Etats Généraux du Conseil des Communes d'Europe en appellent aux citoyens européens, à tous les pouvoirs locaux, aux organismes économiques, sociaux et culturels et aux mouvements de jeunesse, pour que soit constitué un front démocratique pour une Europe fédérale.

Il faut que les citoyens européens proclament solennellement leur volonté de « vivre ensemble ».

Quelques considérations

à propos de la Journée Européenne

A propos de cette intéressante initiative, dont il est à souhaiter qu'elle soit multipliée nous publions ci-dessous un extrait de l'intéressant article que Roger Lhombreaud a publié dans la revue de l'Association Européenne des Enseignants, « Education Européenne » (janv.-fév. 1966).

* * *

La Journée Européenne des Ecoles est certes un concours, doté de prix, mais c'est surtout beaucoup plus. C'est l'occasion pour des jeunes filles et des jeunes gens d'une douzaine de pays d'Europe de réfléchir sur leur place dans la société en mouvement dans laquelle ils vivent et vont agir, sur leur rôle de citoyens avertis à l'intérieur de communautés situées à plusieurs niveaux: de son établissement scolaire à sa commune, de son association privée dont il est peut-être adhérent, à son pays, des diverses institutions européennes qui ont commencé à fonctionner, au sens d'une solidarité plus vaste, à l'échelle de la terre et des effroyables disparités sociales et économiques qui, hélas, existent.

Cette Journée Européenne des Ecoles est aussi pour les maîtres, pour les parents, pour la presse un moyen que vous allez saisir, n'est-ce pas? un moyen de prendre conscience des rapides changements que leurs habitudes de pensée et de vie, leurs soucis quotidiens, les scléroses inhérentes à tous ceux qui sont « en place », n'ont pas toujours permis d'évaluer, et même de comprendre.

“Une vaste entreprise qui crée des liens.”

Cette Journée Européenne des Ecoles, est enfin, une vaste entreprise qui crée des liens entre tous les jeunes participants d'une douzaine de pays d'Europe, les unit symboliquement dans une émulation de leur réflexion sur leur nécessaire et réelle solidarité; elle est aussi, pour les enseignants d'Europe, une excellente raison de se sentir concernés, de ne pas se laisser enfermer dans le seul domaine de l'éducation et des loisirs. Les femmes et les hommes que nous préparons, doivent apprendre ce que signifie le fait d'être *citoyens* dans notre monde changeant à l'intérieur duquel se transforment les rapports et les responsabilités. Cette année, donc, leur présenter comme *thème général* de réflexion. « L'Europe unie imaginée par la jeunesse » c'est les aider à y voir plus clair, c'est aussi tenter d'y voir plus clair soi-même: car inciter les jeunes à réfléchir sur la façon dont ils conçoivent et veulent leurs lendemains, ce sera aussi pour nous, leurs aînés, une leçon riche d'enseignement pour notre présent.

Récemment, M. René Maheu, directeur général de l'Unesco déclarait: « La très grande influence de la jeunesse sur les adultes, c'est d'amener les adultes à penser leurs propres problèmes d'une manière tout à fait différente qui est, pour employer le mot de notre regretté Gaston Berger, la manière prospective.

La deuxième influence... c'est le besoin que nous sentons de plus en plus d'associer la jeunesse à notre prospective neuve: c'est une chose absolument nécessaire, non pas tellement pour préparer les jeunes aux responsabilités de l'adulte, mais nécessaire à l'adulte, car il est bâtisseur d'avenir; et comment le bâtir, s'il n'est pas en contact psychologique intime avec ceux qui sont l'avenir, et qui le sentent, qui le pressentent et qui le préfigurent! ».

Et bien! vous le voyez maintenant, je l'espère, une simple concours, exercice scolaire apparemment parmi tant d'autres, a ici, une importance d'une résonance bien particulière; alors, ne pas désirer s'associer à cette entreprise commune, c'est, dans le fond, vouloir arrêter le temps, refuser aux jeunes de considérer leur avenir.

Les membres de l'Association Européenne des Enseignants seront, au début de février 1966, et après, dans les jurys, les inspirateurs de cette nécessaire prise de conscience, auprès des jeunes dont ils ont la responsabilité, auprès de leurs collègues qui n'ont pas encore eu l'occasion d'agir, auprès des autorités scolaires ou autres dont les pouvoirs sont assurément efficaces.

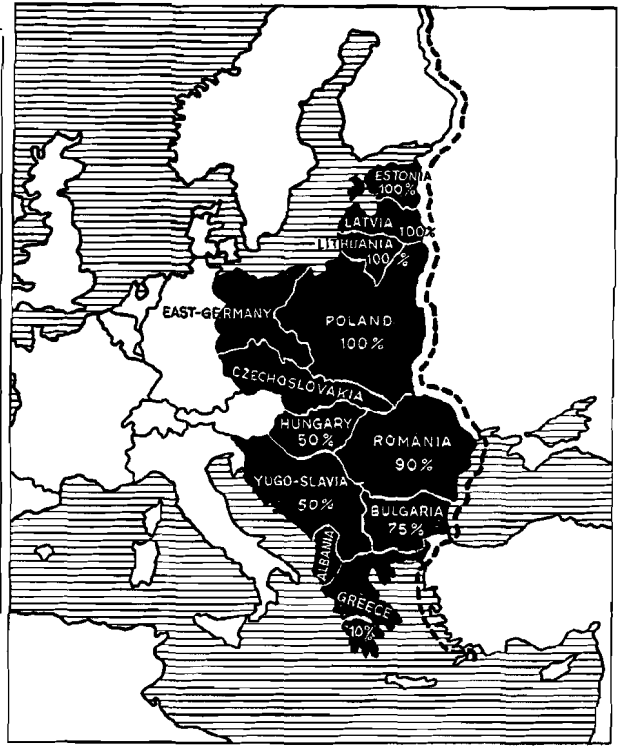
number 2

Europeast bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW "BULLETIN EUROPEEN"

ROME

FEBRUARY 1966



THE STATE OF COMECON

The 19th session of the COMECON Executive Committee, which met in Moscow from September 21 to 23, apparently heard criticism that plans for economic integration for the years 1966 to 1970 were not proceeding at a very rapid pace. Polish Deputy Premier Piotr Jaroszewicz, who presided at the meeting, reported that mutual deliveries of machinery and equipment for the chemical industry were still "unsatisfactory," although there was hope that the COMECON group would be able to assure its fuel and power requirements for the 1966-70 period. Even here, however, Jaroszewicz said that the supply of raw materials remained a problem.

He indicated that technical progress among the COMECON countries would be enhanced if contacts were established with Western experts. Polish Minister of Mining and Power Jan Mitręga, who also attended the sessions, said that plans for coordination of fuel and power development were inadequate, and another member of the Polish delegation, Kazimierz Olszewski, added that lack

of agreement on currency was hampering the flow of trade in COMECON.

A Yugoslav analysis of COMECON'S shortcomings and possibilities appeared in *Politika* on September 12. The author, Bozhidar Bogdanovic, admitted that the problems of preparing joint five-year plans were "disuniting" the members, and that differences in industrial development continued to make agreement difficult. However, he saw hope in the possibility that COMECON would increasingly adopt some features endorsed by Yugoslavia: open discussion of its problems; economic reform in the member countries; and readiness to cooperate with Western nations.

OKAY FOR NUCLEAR REACTORS

The off-again, on-again discussions of the possible purchase of nuclear reactors by east European countries may start anew as a result of a decision by COCOM, the coordinating committee controlling Western trade with the Soviet bloc. Under ma-

trification of the existing rules, east European countries may make such purchases if they meet certain conditions, including the right of on-the-spot international inspection.

Romania, whose ten-year electrification program provides for the building of two nuclear reactors, has expressed an interest in purchasing such plants in talks with Great Britain, France, and the United States, but no negotiations are currently in progress. Czechoslovakia and Poland were also reportedly interested in getting nuclear facilities.

Official sources in Washington were quoted as saying that there were no plans to authorize the sale of reactors in eastern Europe, although the US was said to have no objection if sales were made by other members of COCOM. The US, a participant in COCOM, has its own list of restrictive exports. In May 1964, US authorities announced they would consider licensing reactor sales to Romania after appropriate consultations. However, after the original inquiry, the Romanians have not pressed for a decision.

H U N G A R Y

**FORMER PREMIER LOSES
EDITORIAL POST**

One of the most notorious ex-stalinists has proved to be too outspoken for the Kadar government. Andras Hegedus, a Premier under Rakosi and until 1956 a confirmed stalinist, has lost his post as editor-in-chief of the monthly Valosag, because of what seems to be his advocacy of too liberal an outlook. The masthead of the August issue, which was devoted to sociological, political and cultural affairs, listed Gyula Ortutay as the new editor-in-chief. Among the contents of the issue was an editorial conceding that Valosag had in the past published "uncertain and sometimes unfounded articles."

Hegedus took over Valosag in January 1964, and made it into a hard-hitting journal in favor of independent inquiry and reform. Last spring the magazine was criticized by the party's Ideological Guidelines because of its "erroneous views, incorrect bourgeois attitude, oppositional tendencies and decadent approach." In May, Peter Renyi, the editor of the party daily Nepszabadsag, took Valosag to task for printing an "avantgarde, demagogic" article on academic youth. Hegedus defended the article in a subsequent issue of Valosag, but in July, Renyi returned to the attack, this time writing in Valosag itself.

While it is not known for certain whether Hegedus's ouster is the result of his independent handling of Valosag, his surprising political conversion has caused comment for some time. As a staunch stalinist in 1955, he became premier following the removal of Imre Nagy from the Rakosi government. When the revolt broke out in 1956, Hegedus decamped for Moscow with a number of his colleagues and did not return to Hungary until the autumn of 1958. For a time he was given minor posts and then graduated to the job of Deputy-Chief of the Central Statistical Bureau. In this period, he developed an interest in sociology, established a reputation in the field, and in January 1964, left the Statistical Bureau to become director of a sociological group

attached to the Hungarian Academy of Sciences and editor of Valosag.

SANDOR RONAI DIES

Politburo member Sandor Ronai died suddenly on September 28, at the age of 73. Starting out as an apprentice bricklayer, he became in the years 1922-41 Secretary of the Social Democratic Party and the Borsod County Trade Union organization. During the war, he was drafted into a labor unit, and then subsequently interned as politically unreliable. In the postwar period he held such posts as Minister of Pu-

blic Supplies, Minister of Commerce and Trade Unions, and Minister of Foreign Trade. In 1948, Ronai was instrumental in helping the communists to subvert the Social Democratic Party. Unlike other Social Democratic leaders who went over to the communists, Ronai was not subsequently liquidated, but continued to the end of his long career as a member of the party CC. In 1950-52, he was head of the Presidential Council, and for the last five years, he has functioned as chairman of the Hungarian-Soviet Friendship Society.

U.S.S.R.: "Autor's reward"



(Chiappelli: *IL TEMPO* - Rome)

TO SIBERIA

B U L G A R I A

ZHIVKOV GIVES INTERVIEWS

In an interview published in London's *Sunday Times*, party chief Todor Zhivkov expressed his country's readiness to enter into what appears to be intense economic collaboration with Western countries. He said that Bulgaria was prepared to participate in so-called mixed ventures with private Western companies, if such ventures contributed to Bulgaria's industrial development. As an example, he mentioned the exploitation of manganese which, he said, ought to attract private enterprise because of the world shortage of this commodity. Zhivkov also said that the Bulgarian state would guarantee the Western capital invested in such joint ventures, as well as a reasonable profit, and seemed willing to leave much of the operational control in such ventures to Western specialists.

Similarly, in a talk with Cyrus Sulzberger of *The New York Times* Zhivkov said he « hoped to entice Western hotel concerns with a better than fifty-fifty investment and ownership basis. » He reiterated that he was eager to interest capitalism in any kind of « joint investment. »

FARM TROUBLES

Because of persistent economic troubles with collective farms in mountainous and semi-mountainous regions of the country, the government has decided to slow up the planned dissolution of the machine tractor stations in these areas. Reversing a policy whereby collective farms throughout the country were forced to purchase the machinery of the stations and gradually assume ownership of all basic heavy agricultural equipment, the cabinet recently issued instructions allowing farms in mountainous areas to sell their machinery to the tractor stations. With the money they receive from these sales, the farms will pay back debts for machinery purchased or for capital investment loans granted by the Bulgarian National Bank.

The instructions, to go into effect January 1, permit unsuccessful farms to get rid of machinery they cannot effectively use. This represents the latest in a series of mea-

asures designed to bolster failing farms. Earlier efforts have included the granting of premiums over and above state purchasing prices, the enlargement of private plots and a reorganization of the farm setup.

NEW PREMIUMS FOR FARMERS

The government has now introduced a new system of premiums to be paid to farmers for excess deliveries to the state of bread grains, fodder grains, sunflower seeds, beans and rice. The premiums, similar to those recently introduced in the USSR to give incentive to farmers, will prevail for a five-year period (1966-1970); they will be paid for deliveries of bread grains exceeding the fixed delivery total of 1,200,000 tons, fodder grains over the fixed amount of 400,000 tons, sunflower seeds in excess of 300,000 tons, beans in excess of 35,000 tons, and rice in excess of 30,000 tons. The prices paid per ton for these additional deliveries will be: 50 leva for wheat and sunflower seeds; 40 leva for fodder grains; and 150 leva for beans and rice.

These premiums, which will be handled on a district basis, represent increases ranging from 22.7 percent to 60 percent over current state purchasing prices for these products. Apart from receiving premiums, the farms will be allowed to buy 15 kilograms of ammonium nitrate for every 100 kilograms of additional deliveries. Producers who sell to the state any of the above products without having been assigned a fixed delivery basis will receive premiums of up to 20 percent

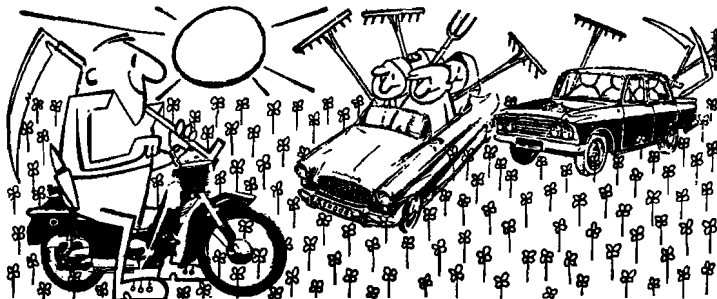
for the total quantity delivered. Average annual production (1960-1964) of the crops covered by the new decree was: wheat, 2,095,000 tons, sunflower seeds, 337,000 tons, beans, 73,500 tons and rice 37,500 tons.

MORE WESTERN PLAYS

Plans for the 1965-66 theater season indicate that Bulgarian audiences will now be provided with a somewhat wider choice of Western plays, operas and musicals. Scheduled are productions, of *My Fair Lady*, Shakespeare's *Antony and Cleopatra*, *Twelve Angry Men* by Reginald Rose, *Look Back in Anger* by John Osborne, *The Physicians* by Durenmatt, and *Mr. Puntilla and His Servant* by Bertold Brecht. The opera season will include a guest performance by Wieland Wagner from Bayreuth and the first presentation in Sofia of Jean-Philippe Rameau's *Les Indes Gallantes*. According to *Literature Front*, 30 out of the 180 plays included in the repertoires of Bulgaria's theaters will be Western.

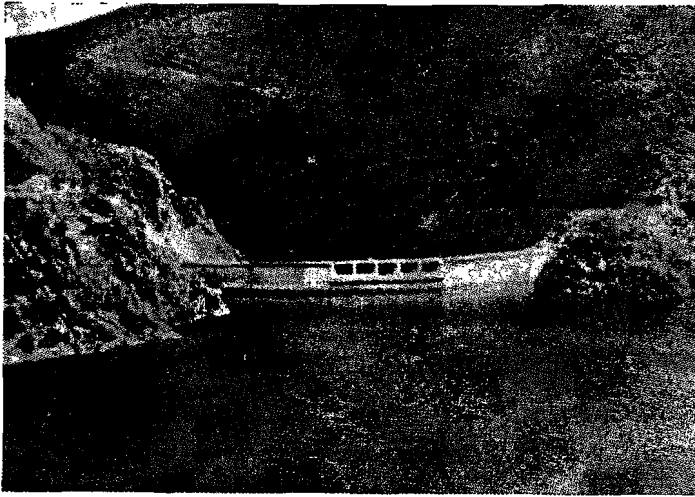
TOBACCO TALK

Bulgaria ranks second to the US in the world export of tobacco leaf and cigarettes, according to information released in connection with the International Symposium on Tobacco, held in Plovdiv in September. In 1964, Bulgaria produced 140,674 tons of oriental tobacco and exported 12 billion cigarettes. By the end of this year the country's cigarette exports are expected to reach 24 billion.



Advanced mechanization in Czechoslovakia.

Obrana Lidu (Prague)



The Negovanu Dam in the Sad Valley. The number of hydroelectric power stations in Romania jumped from 48 in 1938 to 327 in 1963, but their output is still only one-twentieth that of thermolectric power stations.

Romania Today (Bucharest)

Romania Lights Up

In recent years Romania's electric power industry has been developing more rapidly than its industry as a whole. During the 1960-1963 period when the average annual growth rate of industrial output was about 15 percent, according to official statistics, the growth rate in electric power production averaged nearly 19 percent per year. Generating capacity installed in Romanian power stations at the end of 1963 was nearly triple that of 1950. For the future, Romanian plans call for doubling the capacity and output of the electric power industry about every five years.

These are the conclusions of a group of American public utility executives who spent 12 days in 1964 visiting power stations and other industrial plants in 10 of Romania's 16 provinces. Their conclusions are based on the published Romanian statistics and make no pretense at appraising the system from a technical or economic standpoint.

The output of electricity rose from 2.1 billion kilowatt-hours in 1950 to 11.7 billion kilowatt-hours in 1963. On a per capita basis, this represented a jump from 129.5 kilowatt-

DISTRIBUTION OF ELECTRIC POWER

(million kwk)

	1955	1959	1962	1963
Resources:				
Production	4,340	6,824	10,087	11,682
Imports	1	—	—	18
Total	4,341	6,824	10,087	11,700
Consumption:				
Industry	2,831	4,155	6,246	7,265
Transport and telecommunications	72	83	98	107
Building	46	124	164	278
Agriculture	45	94	166	205
Municipal services	110	194	276	307
Public lighting	41	105	157	125
General lighting	194	390	528	551
Domestic use	195	396	562	672
Exports	33	26	33	22
Consumption in electric stations	308	488	694	845
Leakage in the network	466	769	1,163	1,323
Total	4,341	6,824	10,087	11,700

hours per person in 1950 to 621 kilowatt-hours in 1963. The bulk of this increase was generated by thermoelectric power, which amounted to 11.1 billion kilowatt-hours in 1963. Most of the new power has gone into industry, which in 1963 took 7.3 billion kilowatt-hours, or more than 60 percent of the year's total. Industrial usage, which in 1963 was 2.5 times the level of 1955, far outstripped other sectors of the economy.

Though Romania is still far behind other European countries, the Transylvanian city of Timisoara was the first in Europe to introduce electric street lighting in 1884. Romania's first hydroelectric station—on the Sadu River—was constructed in 1894. These, as well as a number of other stations built before the turn of the century, have been expanded under the present electric power program. Since 1954 some 24 major heat and power stations have been constructed, of which six have a capacity of 50 million watts or more: Borzesti (225 million watts); Brazi (200); Craiova (heat supply portion, 150); Oradea (100); Chi-

scani (87); and Iasi (50). All of these larger stations supply both residential and industrial heat and power consumers.

To link the country's power stations, Romania by 1962 had completed a power grid which supplied about 87 percent of the total capacity of all Romanian power stations and provided almost 95 percent of the total annual output in 1962. In November 1963 the grid was connected with the power systems of the Soviet Union, Czechoslovakia and Hungary by a tie-line connecting Ludus with the Mukacevo substation in the Ukraine and with Lemesany in Czechoslovakia. A connection with Bulgaria through a 220,000-volt line was under construction in 1965.

Although Romania has a large hydroelectric potential, hydro plants accounted for only 7.3 percent of the power produced in 1965. However, there are ambitious programs for exploitation of the country's rivers. The Iron Gates project, operated jointly with Yugoslavia, is scheduled for completion in 1971. This complex is expected to have an average an-

nual output of 10 billion kilowatt-hours. Four other hydro-projects on the Danube are also under consideration. They include plants at Gruia (a joint operation with Yugoslavia), at Islaz (with Bulgaria), at Tulcea (with Russia), and at Cernavoda. These, when completed, will have an aggregate annual output of 9.4 billion kilowatt-hours.

The consumption of electricity has grown in both urban and rural areas. Bucharest has built a 110,000-volt ring around the city, along with a parallel construction of a number of radial lines connecting the ring to a transformer station located near the center of the city. In the countryside, 5,529 villages had been electrified by 1963, compared with 483 in 1938. In per capita production, however, Romania is still behind such countries as Bulgaria, Hungary and Yugoslavia.

This expansion of electric power has required considerable investment. In 1963 about 2.2 billion lei was expended, or 10.9 percent of the total investment in Romanian industry.

GROWTH OF THE POWER INDUSTRY

	1938	1950	1955	1959	1962	1963
Installed electric generating capacity in power stations: (1)						
Thermoelectric power, stations, thousand kw	453	—	1,120	1,504	1,791	2,029
Hydroelectric power station, thousand kw	48	—	100	100	308	327
Total, thousand kw	501	740	1,220	1,604	2,099	2,356
Per head of population, w	32.1	45.4	70.4	88.0	112.4	125.2
Output of electricity:						
Thermoelectric power, million kwh	982	1,944	4,017	6,526	9,435	11,145
Hydroelectric power, million kwh	148	169	323	298	652	537
Total, million kwh	1,130	2,113	4,340	6,824	10,087	11,682
Per head of population, kwh	72.4	129.5	250.5	374.4	539.9	621.6
Consumption of electricity in industry per worker, kwh (2)	—	2,323	3,425	4,579	5,435	6,152

(1) End of year.

(2) Including the technological consumption of electric stations.

Czechoslovakia

« ON THE BOARDS »

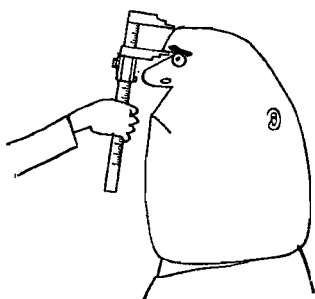
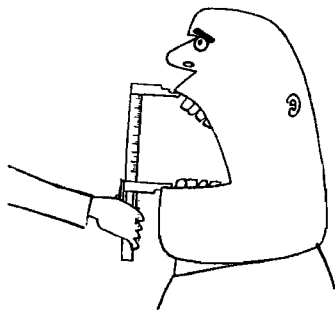
The deficit of the state-subsidized theater in Czechoslovakia grows bigger every year, actors and theater personnel are underpaid, and the number of theater companies is steadily decreasing. Such was the gist of a report by Minister of Culture and Education Dr. Cestmir Cisar (since dismissed in a government reshuffle) in *Kulturni Tvorba*. In 1960 revenue in the country's theaters came to 101 million korunas, but expenditures totaled 292 million; in 1963 the gap widened: revenue dropped to 95 million korunas and expenditures rose to 310 million. In 1964 and 1965 about 200 million korunas was appropriated to cover the losses. Salaries for theater artists average 1,460 korunas a month, less than the average industrial worker's, and "do not correspond to their social mission or the demands made on them by their work."

Since the number of theater troupes is declining, many cities and towns will have to invite outside ensembles to perform on their local stages; the goal is to develop both local repertoire and mobile performing groups. Despite the gloomy picture, the state has ambitious plans for constructing new theaters and restoring and improving old buildings in several Czech and Slovak cities.

NEW DYNAMISM NEEDED

Dr. Cisar's report is an admission that the state cannot afford to keep increasing subsidies to stage companies. Current box-office receipts cover only about one-third of the cost of each performance. "In the future, theaters will be more flexible in determining ticket prices, and they will be guided by the costs of the production and the general appeal of the play; but the fees will naturally be limited by established price ranges and by the 'demand' of the public."

There is also a need for a new intellectual dynamism among the Czech and Slovak playwrights, who "only rarely deal with the 'microworld' of modern man—which is full of conflicts that society and the social order reflect only indirectly in their overall complexity." "It is a pity," Dr. Cisar concluded, "that this sorely needed element of dramatic creat-



The new cadre profile—new criteria
—Dikobraz (Prague)
ivity, which can greatly affect the
audience, is represented on our sta-

ges predominantly by Western authors (for instance, Tennessee Williams, Edward Albee, Arthur Miller, John Steinbeck and others)."

THE SVITAK CASE

A letter written by a Czechoslovak philosopher to a communist official has recently been published in Vienna. It shows that disagreement with the party is still dangerous, and likely to make an academic career impossible. The letter, dated June 20, 1965, was published in the October issue of the Austrian magazine *Forum*. Dr. Svitak had written the letter to a high functionary asking help in getting a passport since "at present, any scientific activity and any philosophical or literary publishing is forbidden me." He described the pressures he had been subjected to since his expulsion from the party and his dismissal from the Philosophical Institute of the Czechoslovak Academy of Sciences in mid-1964, and also stated that he felt he might be arrested. The current head of the party Ideological Commission, Presidium member Jiri Hendrych, had threatened to have Svitak prosecuted for

"parasitism," according to the letter "even though I am an independent scientist, translator and member of the World Federation of Scientific Workers."

When Dr. Svitak was first disciplined, his colleagues at the Philosophical Institute three times rejected his dismissal as unjustified; Vladimir Koucky, then chairman of the Ideological Commission, answered by dissolving the party committee at the Institute. Dr. Svitak's predicament contradicts a statement in *Zivot Strany* the official party gazette, to the effect that expulsion from the party for disciplinary reasons "must not have any influence on (one's) employment and civic activities."

ALCOHOLISM

Statistics presented at a national conference in Prague on October 6 gave Czechoslovak officials little reason for optimism in their battle against drunkenness. The percentage of alcoholics arrested who were under 18 jumped to 16.6 percent between 1961 and 1963, compared to 4.5 percent from 1951 to 1953. Moreover, today 59.1 percent of the criminal offenses committed by people under 30 are blamed on alcohol. The overall pattern of crime is strongly affected by drinking: 31.8 percent of all murders, 29.7 percent of the car thefts, and 72 percent of traffic offenses and damage to socialist property are committed by people under the influence of alcohol.

Alcoholism is judged a factor in one out of every six divorce cases, and 400,000 children, or about one-sixth of the young generation, live in families where at least one parent is an alcoholic. In Prague alone there are reportedly 15,000 registered alcoholics, or one out of every 20 adults, and the number is said to be rising among persons aged 20 to 25.

Experts at the conference complained that the ban on serving alcohol to juveniles was not respected, and that there was no effective campaign to educate young people to the dangers of excessive drinking. The national committees did not comply with their legal obligations to control restaurants or to prosecute parents who endangered the health and education of their children through their own drinking.

P O L A N D

WEST GERMAN POLISH COMPANY

News of the formation of a joint Polish-West German company came as something of a surprise on October 1 since it did not involve any of the major West German firms generally known to have approached Polish officials. The partners in the new agreement, signed in Warsaw on September 25, are the Polish state trade agency Polimex and the Ibag machine-building firm in Neustadt. The new machine trading company is set up to obtain orders from West German industry for equipment produced in Poland according to West German specifications. The company will also organize cooperation between the West German and Polish factories in planning, production, and sales of machines. Although Krupp, Volkswagen and Grundig have tried to initiate joint companies with Polish enterprises, they have apparently been pressing for the construction of factories in Poland with West German capital and have floundered on the problem of foreign ownership on Polish soil.

According to the Frankfurter Allgemeine Zeitung, Depolma has an initial capital of 200,00 Deutsche marks of which Polimex put up 55 percent, Ibag 32.5 percent and Ibag chairman Guenther D. Friedrich the remaining 12.5 percent. Friedrich stated that Depolma would handle the export and import of machines in which Polimex had specialized, that is, construction and road-building machines and equipment for the chemical and food-processing industries. He also indicated that similar arrangements might be reached for other heavy machines and with other West Germany firms. He said that Depolma is expected to handle at least 20 percent of the total West German-Polish turnover of goods—which amounted to 700 million Duetsche marks in 1964.

JOINING THE WESTERN CAPITALISTS

A move to facilitate cooperation between Western industry and Hun-

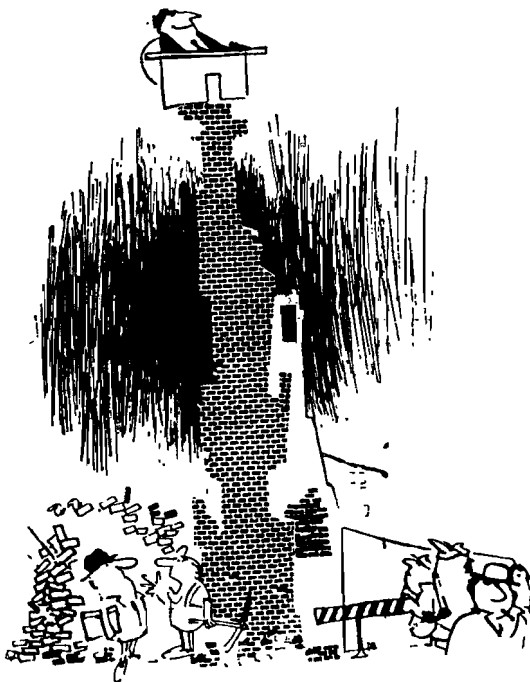
garian producers of engineering equipment was taken on September 24, when the Ministries of Metallurgy and Engineering and Foreign Trade organized a foreign trade office for technical cooperation.

In making this announcement MFI noted that agreements concluded with various West German and Austrian firms for joint production "are only the beginning of broader cooperation which will lead to a new form of foreign trade in the engineering industry." Radio Budapest reported on October 4 that representatives of the British Rolls Royce Company had completed a survey of the Hungarian machine industry

and were considering the possibility of joint production agreements on various types of products.

BAUXITE DEPOSITS FOUND

Rich bauxite deposits have been found in the Bakony Mountain Region. After six years of research, successful borings uncovered a bauxite lode 60 meters thick, which makes the bauxite in Hungary one of the richest lodes in Europe. In announcing that bauxite has been discovered on thirteen sites so far, Nepszava predicted that further prospecting would uncover additional deposits.



"Can't move this director. He's somebody's close relative."
Ludas Matyi (Budapest)

Book Reviews

NATIONALISM AND COMMUNISM IN MACEDONIA, by Evangelos Kofos, Thessalonica: Institute for Balkan Studies, 1964, 251 pp.

The author has researched all the existing literature on this question. He has also had access to the archives of the Greek Ministry of Foreign Affairs for the years 1940-1950, including part of the archives of the Nazi-imposed Athens Government (1941-1944) and the archives of the Government in Exile (1941-1944). While not all of these documents can yet be made public, he states that they do enable "a more intelligent appraisal of events connected with Macedonia".

On the disputed issue of the national identity of the Slav-speaking inhabitants of Greek Macedonia he says: "The 1951 official census of Greece reported that war, occupation, guerrilla casualties and the mass exodus of 1949, had reduced the number of Slav-speaking inhabitants of Greek Macedonia to 42,000. Greek authorities were confident that these Slavophones possessed a Greek consciousness and only their language tended to differentiate them from the rest of the inhabitants of Macedonia".

His conclusion is that the Macedonian Question "has been a combination of age-old national antagonisms, messianic ambitions, Great Power politics, racial suspicions, economic considerations and, more recently, conflicting socio-political ideologies. The emergence of communism in the Balkans has brought basically little, if any, change to the ingredients of the problem".

The three parties to the dispute—Bulgaria, Yugoslavia and Greece, all of whom have claimed this Slav-speaking minority for their own—are now enjoying the most amicable relations in years. Mr. Kofos ends with the statement that "the Macedonian Question can and should be considered a subject for the student of history rather than an issue for the policymaker."

GUIDE TO RUSSIAN REFERENCE BOOKS, Vol. II, History, Historical Sciences, Ethnography, Geography, by Karol Malchel, edited by J. S. G. Simmons, published by the Hoover Institution, Stanford: Stanford University Press, 1964, 297 pp., \$12.00.

This bibliography is the second volume of a projected six-volume guide to Russian and Western-language reference works on Russian history, ethnography and geography. Works included are indexes, encyclopedias, chronologies, biographies, terminological dictionaries, atlases, gazetteers and handbooks.

WORKERS COUNCILS: A STUDY OF WORKPLACE ORGANIZATION ON

BOTH SIDES OF THE IRON CURTAIN, by Adolf Sturmthal, Cambridge: Harvard University Press, 1964, 217 pp., \$5.00.

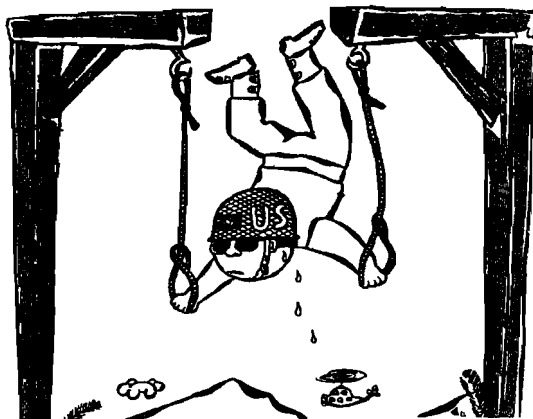
A recognized authority on European trade unionism discusses a neglected area of workers' organization, paying particular attention to the operation of workers councils in France, Germany, Yugoslavia and Poland. While the treatment is some-

what schematic, and the discussion of the short-lived Hungarian workers councils as they emerged during the 1956 Revolution is perhaps too cursory, Prof. Sturmthal analyzes a labor development which has contemporary relevance in both eastern and western Europe.

RUSSIA AND THE SOVIET UNION:

A Bibliographic Guide to Western-Language Publications, edited by Paul L. Horecky, Chicago: University of Chicago Press, 1965, 473 pp., \$8.95.

A digest of the major Western-language publications, primarily in book form, which are relevant to the intellectual, economic, political and sociological study of Russia and the Soviet Union. Area specialists have selected only those titles which in their opinion are germane to the purpose and scope of this book. This bibliography contains approximately two thousand annotations which comment on the publications listed and also refer to related readings. Cross references connect principal entries, and an author-subject index is included.



A US soldier works out with the gallows on his day off in Vietnam. Kadar's "new image" does not mean the communists have given up official attacks on American ideals and policies. Ludas Matyi (Budapest)

A propos des difficultés de politique agricole

Rien ne sert de courir ...

...dit le vieux proverbe dont les négociateurs du Marché Commun doivent actuellement méditer la sagesse. Au moment de reprendre les négociations, ils s'aperçoivent en effet que la politique agricole de la CEE n'a été jusqu'ici que fragmentaire et superficielle et que la réalisation du pool vert exigera non seulement une forte dose de bonne volonté — qui dieu merci ne fait pas faute — mais, surtout, un travail considérable et de longues périodes de transition indispensables.

Un statut
spécial

On sait que le Traité de Rome prévoyait pour les questions agricoles un *statut spécial* nécessité par leur complexité. Les propositions de politique agricole présentées par la Commission le 30 juin 1960 comportaient:

a) la *politique des structures* (rapprochement des conditions des diverses agricultures, condition préalable du marché unique et augmentation de la productivité pour une meilleure rémunération des catégories agricoles);

b) la *politique du marché* (stabilisation des marchés et orientation de la production etc...).

c) la *politique commerciale* (harmonisation des exigences d'un raisonnable protectionisme agricole communautaire avec les exigences des autres secteurs et les Pays tiers)

d) la *politique sociale* (progrès des conditions de vie des agriculteurs etc...).

Or, s'il nous est permis d'user d'une métaphore de circonstance jusqu'ici les négociateurs ont, semble-t-il, fait passer la charrue avant les boeufs.

Où le marché
passe avant
la production

On a dû constater, en effet que la politique « commune » — si l'on peut dire — bien loin de considérer les différents points du plan dans leur ensemble global, condition nécessaire de son développement équilibré, ne s'est guère souciée que du second point, concernant la *politique de marché* et négligeant complètement la politique des structures dont elle devait être le corollaire.

Il y a plus: cette politique de marché, elle-même, bien loin d'englober l'ensemble des secteurs productifs, n'a conçu que des dispositions fragmentaires, motivées par des facteurs temporaires, et appliquées de façon sporadique.

Rapports EST-OUEST
en matière de
commerce et industrie

Nous publions ci-dessous la suite des conclusions des travaux de la LECE (Ligue Européenne de Coopération Economique), concernant les méthodes qu'elle conseille pour stimuler les échanges Est-Ouest. On peut lire dans notre numéro de décembre 1965, le début de cette intéressante étude, dont le manque d'espace nous a obligés à renvoyer la fin dans ce numéro.

● Quelques suggestions pratiques: C'est pourquoi le développement des affaires avec les pays de l'Est exige la mise au point d'une *information plus poussée*. A cet égard, l'organisation de missions spécialisées et la réception de délégations techniques en provenance de ces pays constituent une première étape de l'accroissement des échanges. Plus que nulle part ailleurs, c'est dans les économies planifiées socialistes que les *expositions de matériel* sont d'un intérêt évident; les acheteurs éventuels ont la possibilité de voir sur place le matériel en cause et les pays exportateurs auront intérêt à y déléguer de nombreux techniciens susceptibles de fournir les explications désirées. Peut-être serait-il utile, comme cela se pratique dans les autres pays, et dans la mesure où les pays de l'Est sont disposés à les accepter, d'installer des *prospecteurs commerciaux travaillant sur place* avec les autorités à tous les plans: utilisateurs, centrales d'achat, planification, etc...

● Crédits à long terme: Ne serait-il pas souhaitable que dans le domaine de l'octroi de crédits à long terme, il soit mis

L'agriculture, un secteur à planifier par l'aménagement du territoire

Or, contrairement à l'industrie qui n'opère que sur des matières premières faciles à stocker, sur des outillages conditionnés uniquement par le labeur humain, et sur une organisation sociale récente dont les cadres et les règlements sont faciles à réformer, l'agriculture doit tenir compte d'éléments imprévisibles (conditions météorologiques) et de structures sociales séculaires qui ne sont modifiables qu'à long terme. Il est donc fort difficile de la planifier, comme les pays communistes en ont fait — et en font encore — la triste expérience. Il est donc indispensable de prévoir une *période transitoire*, au cours de laquelle on cherchera à harmoniser graduellement les conditions de la productivité et les exigences du marché. Loigiquement la réalisation du marché agricole unique est subordonnée à l'efficacité du travail opéré pendant la période transitoire.

Mais la Communauté a voulu brûler les étapes en raccourcissant la période transitoire. Les douze années prévues ont été ramenées à six. Et peu de chose a été fait. Dans ces conditions, comment aborder le *Kennedy round*, autrement dit comment négocier des accords douaniers avec les Etats-Unis sans avoir au préalable défini pour le moins l'essentiel de la politique agricole commune, en particulier le niveau des prix et l'orientation de la production?

La parole est aux techniciens. Il est à souhaiter que le souci de hâter l'unification politique ne les porte pas à forcer le processus d'intégration dans un domaine particulièrement délicat où, de mémoire d'homme, il a toujours fallu compter avec le temps...

Williers

(Suite de la p. 11)

fin à la surenchère coûteuse entre pays européens? *Le moment ne serait-il pas venu de conclure un nouvel accord en la matière en vue d'harmoniser les politiques de crédits à l'égard des pays de l'Est?* Ne serait-il pas indiqué qu'un tel accord soit réalisé au sein de l'OCDE?

Cette harmonisation s'impose d'autant plus que la structure du commerce se modifie. Les exportations vers les pays de l'Est, portant de plus en plus sur des biens d'équipement lourd et des usines clé-sur-porte, justifient normalement l'octroi de crédits de durée plus longue.

● Principes qui pourraient régir les relations commerciales Est-Ouest: En se préparant à recevoir en qualité de membres

effectifs des pays à commerce d'Etat: la Yougoslavie, l'Egypte, et peut-être la Pologne, le GATT se trouve dans l'obligation d'examiner attentivement les clauses qui pourraient régir les relations entre les deux types d'économie; économie de marché et économie à commerce d'Etat.

Par exemple, *le droit d'établissement de firmes commerciales n'aurait pas la même signification pour une firme de l'Ouest s'installant à l'Est que l'inverse*. En effet, dans les pays de l'Est, ce ne sont pas les désirs des consommateurs ni ceux des entreprises industrielles qui conditionnent les commandes à l'importation; c'est uniquement la décision prise par les autorités du monopole du commerce extérieur. L'installation d'une firme de l'Ouest dans un marché de l'Est ne permet donc pas de

conclure directement des affaires, comme ce serait le cas pour une firme de l'Est s'installant dans un marché de l'Ouest. Une telle installation aurait cependant des avantages indirects du fait que sur place, les contacts seraient plus faciles et qu'une meilleure connaissance des besoins pourrait être acquise.

La réduction des droits de douane telle que celle prévue dans le cadre des négociations du Kennedy Round n'aurait pas la même signification pour les deux types d'économie. Dans les pays de l'Est, un droit d'entrée sert généralement à compenser la différence entre un prix intérieur élevé et le prix plus bas du produit importé. Une réduction de 50% de droit de douane accordée par les pays de l'Ouest n'accroîtrait donc pas directement les échanges. Toutefois, d'une manière indirecte, une telle mesure peut favoriser les courants commerciaux, parce que si l'abaissement des droits de douane à l'Ouest permet un écoulement plus facile des produits de l'Est, les devises acquises par l'opération par les pays de l'Est leur permettent d'accroître leur importations en provenance des économies de marché.

En s'inspirant des conclusions d'un groupe spécial de la Commission économique pour l'Europe, il semble possible d'esquisser *quelques principes* qui pourraient figurer dans un nouveau chapitre des statuts du GATT, mettant au point des réglementations particulières *s'appliquant aux relations commerciales entre pays de type d'économie différente*.

a) l'objectif général devrait être de parvenir à *équilibrer les avantages mutuels de façon équitable et à intensifier les échanges* effectués en application de la clause de la nation la plus favorisée. La réciprocité effective des avantages devrait être assortie d'engagements mutuels concrets des partenaires commerciaux ayant pour objet d'augmenter au maximum le volume des importations et d'élargir leur composition en liant ces im-

portations à une augmentation correspondante des exportations.

b) en principe, les pays à économie de marché pourraient assouplir les restrictions quantitatives qui limitent les importations en provenance des pays à économie planifiée.

Sur la politique à suivre en vue d'accroître les échanges commerciaux avec les pays de l'Est, les opinions son toutefois différentes. Pour les uns, les pays à économie d'Etat devraient confirmer leur volonté d'éviter les perturbations de prix sur les marchés intérieurs des pays à économie de marché et ces derniers devraient s'engager également à ne pas gêner l'expansion régulière des importations en provenance des pays à économie planifiée. Lorsque des difficultés surgiraient concernant les pratiques commerciales, une procédure serait instituée en vue de provoquer des consultations bilatérales ou multilatérales.

Pour d'autres, les préférences restent à l'application d'une politique active dans le cadre d'accords bilatéraux en ce sens qu'une surveillance régulière des importations doit permettre d'obtenir des contre-parties à l'exportation. Dans l'intérêt de la stabilité des échanges, des accords à long terme (dont les listes contingentaires seraient soumises à une révision annuelle en vue de donner la souplesse voulue à l'accord), seraient conclus sur les conditions fondamentales des échanges réciproquement satisfaisantes et propres à éviter l'adoption de mesures portant préjudice aux intérêts commerciaux des coéchangistes sans consultations appropriées.

c) les progrès réalisés jus qu'ici dans le caractère multilatéral des paiements pourraient être accentués et la création de la « Banque internationale de Coopération entre les partenaires du CAEM » pourrait apporter une contribution positive en ce sens.

En ce qui concerne le multilatéralisme des négociations et celui des échanges, il y a lieu

de se demander dans quelle mesure il serait souhaitable de les favoriser dans l'immédiat.

Enfin, pourrait être examinée la suggestion du professeur BYE d'accroître l'aide aux pays du Tiers-Monde sous la forme de crédits leur permettant d'acheter des produits en provenance des pays de l'Est; ceci fournirait automatiquement des devises aux pays de l'Est leur permettant d'acquérir davantage de produits occidentaux. La politique suivie par la Grande-Bretagne à l'égard des pays de l'Est mérite d'être signalée comme étant la plus libérale.

● Politique de la Grande-Bretagne: En application de l'*Open General Licence*, la Grande-Bretagne a renoncé en principe aux restrictions quantitatives à l'égard des importations en provenance des pays à économie planifiée. Toutefois, un certain nombre de produits auxquels le marché national est particulièrement sensible fait l'objet d'une surveillance spéciale et d'un accord préalable sur les quantités. Par contre, pour tous les autres articles, il n'y a plus de discriminations à l'égard des importations en provenance des pays à commerce d'Etat, à condition qu'ils marquent leur accord sur leur volonté d'éviter que les prix qu'ils fixent ne désorganisent le marché intérieur britannique.

A cette fin, une procédure a été établie entre les parties intéressées pour que, par des consultations bilatérales ou multilatérales, les déséquilibres soient évités et que les prix des produits importés de l'Est soient raisonnables en comparaison avec ceux des autres pays. Les prix artificiellement bas ne sont pas tolérés et donneront éventuellement lieu à la suspension de l'importation du produit en cause. Il ne s'agit pas de s'opposer à des prix concurrentiels.

Dans cette ligne, il conviendrait en somme d'établir un code de bonne conduite (concer-

nant la protection des brevets, les pratiques commerciales et l'arbitrage) assorti de clauses, de sauvegarde permettant de stopper d'une manière d'autant plus draconienne les importations en cause que le régime est plus libéral. Dès qu'un incident se produit, une négociation a lieu pour résoudre les problèmes qui ont surgi.

● Autres formes de coopération: D'autres formes de coopération pourraient être développées. Les tentatives d'investissements allemands en Pologne et en Hongrie, le récent accord franco-soviétique indiquent que des possibilités existent. Il y a également certaines formes de coopération par l'exportation vers les pays tiers de pièces fabriquées dans des pays appartenant aux deux types d'économies et assemblées ultérieurement. Dans le domaine de la recherche scientifique et technique, les préoccupations des économies de marché s'attachent surtout à l'amélioration de la qualité et à la diversification des services, ce qui justifie des techniques parfois différentes de celles qui sont mises en oeuvre dans les économies planifiées socialistes et des priorités quelquefois divergentes. On peut à titre d'exemple, et en exagérant la disparité pour mieux la souligner, opposer à la recherche spatiale qui répond à un besoin collectif, la recherche de niveaux de vie et de modes de vie qui répondent davantage à des besoins individuels. Des échanges d'informations pourraient donc apporter à l'Est comme à l'Ouest le bénéfice d'un progrès plus rapide dans les deux directions.

Il serait également souhaitable de coordonner les voies de communications et les échanges d'énergie entre les deux parties de l'Europe.

En toute hypothèse, l'accroissement des facilités touristiques dans les deux sens ne peut que favoriser la multiplication des contacts humains.

LE "COLLOQUE SYNDICAL" DE MENTON

A propos de la fusion des Communautés: le plus de pouvoirs possibles * Vers un front commun syndical européen.

La Haute Autorité de la CECA a organisé à Menton, dans la première quinzaine de février un « Colloque Syndical » qui devrait être le point de départ d'une nouvelle action donnant à la Communauté Européenne les moyens de jouer pleinement son rôle social avec, en premier lieu, la réadaptation des travailleurs que nécessite la transformation des structures économiques.

Comme on le sait, un accord intergouvernemental devrait fondre d'ici trois ans en un traité unique les chartes de la CECA, de la CEE et de l'Euratom. La Haute Autorité, dont le point de vue coïncide avec celui des syndicats, n'a pas été consultée à ce propos, mais la commission unique participera à la rédaction du nouveau traité et les syndicats pourront s'y faire entendre. Toutefois on se rend déjà compte que s'ils veulent obtenir les meilleurs résultats possible, il leur convient de créer un *front commun syndical européen*. Le colloque de Menton a été un pas en avant sur cette voie, d'autant qu'il s'est tenu en présence d'invités représentant le Parlement Européen, le comité consultatif de la CECA et les communautés de Bruxelles.

Les débats ont été ouverts par M. Dino Del Bo, président de la Haute Autorité.

Ce que doit être la future communauté unique

« La future communauté unique — ont conclu essentiellement les débats — ne doit pas être l'héritière et la continuatrice d'une seule des trois communautés, mais des trois confondues en une stricte égalité ».

Ceci signifie, en substance, que les syndicats craignent avant tout une « égalisation par le bas », autrement dit prenant pour base, pour la future communauté unique, le niveau des pouvoirs le plus restreint. Ceux dont jouit la CECA sont sensiblement plus étendus que ceux de la CEE et de l'Euratom, et l'organisme communautaire unique en voie de formation devra avoir des pouvoirs aussi étendus que ceux de la CECA.

Celle-ci, en effet, interprétant ses pouvoirs dans le sens le plus large, est parvenue à une autonomie appréciable, à commencer par celle que lui confère son financement alimenté par des taxes prélevées sur les entreprises et par des emprunts éventuels.

Elle peut et doit s'adresser directement aux organisations professionnelles; elle engage, sans consultations préalable, les études importantes; elle accorde son aide financière à des conversions d'entreprises, à la réadaptation des travailleurs, à la construction de logements sociaux, etc. La CEE, au contraire, doit subordonner plus étroitement ses initiatives aux approbations des gouvernements des Six, dont les cotisations constituent ses ressources. Le Fonds social européen n'intervient qu'a posteriori et, par exemple, ne rembourse que la moitié des dépenses de réadaptation des travailleurs engagés par les pays considéré.

Expansion des entreprises pour le mieux-être des hommes

M. Gabriel Ventejol (Force ouvrière), dans son rapport de synthèse, a souligné que, à côté de l'expansion des entreprises, il faut atteindre le mieux-être des hommes. « *L'avenir ne peut être gouverné par la seule loi du marché, dit-il. L'aspect social des conversions sera toujours la préoccupation essentielle des syndicats. Une politique d'expansion doit créer des emplois, faciliter les réadaptations. Le droit au travail est en même temps le droit à la promotion, à l'élévation du niveau de vie.* »

Pour que les inévitables mutations techniques soient supportables pour les travailleurs, ceux-ci estiment qu'elles ne peuvent se faire dans un marché ouvert. Définir les principes d'interventions des institutions communautaires ne serait qu'un exercice d'école si la doctrine n'est pas mise en oeuvre avec les moyens financiers correspondants et en sauvegardant les droits acquis des travailleurs. Les syndicats sont résolus à l'obtenir dans leur participation à la construction de l'Europe.

Le "complot" de Budapest

Un nouveau tour de vis en
Hongrie

Selon les données fournies par le gouvernement Kadar, 3.000 personnes environ dont de nombreux prêtres catholiques ont été de nouveau emprisonnés sous l'accusation d'avoir « projeté de renverser le gouvernement avec l'aide de l'Occident ».

Nous savons bien (comme le sait le rusé Kadar) que, malheureusement, l'Occident n'a jamais rien fait pour aider ni même encourager de telles initiatives. Plût au ciel qu'il ait esquissé un geste, quand l'occasion s'en est présentée! L'Occident a abandonné la Hongrie dans les tragiques journées de 1956; l'Occident se contente de confondre les idées des rares privilégiés qui, arrivés de derrière le rideau de fer et voyant que le monde libre a de puissants partis communistes, avec des membres que personne n'a obligés à s'inscrire, s'en retournent dans leur pays, déçus, renonçant même au rêve d'être un jour — plus ou moins éloigné — libérés de la terreur communiste.

* * *

Rien de vrai, donc, dans les accusations de Kadar. Mais qu'est-ce que ce complot de Budapest?

Nous avons lu attentivement le « Nepszabadsag » organe officieux du parti communiste et n'avons rien appris de concret. Les accusés sont d'anciens détenus politiques amnistiés en 1963 et renvoyés aujourd'hui en prison.

Le « Nepszabadsag » est riche, au moins en apparence, d'informations générales sur ce complot, mais étrangement



L'ombre du Kremlin:
Kossyguine

récitent quant aux activités subversives auxquelles se seraient livrés ces « agitateurs ».

« Au cours des trois années de liberté conditionnelle qu'elles viennent de vivre — écrit le journal de Budapest — quelques unes des personnes amnistiées ont interprété de façon erronée notre généreux geste et ont pris un sentiment d'humanité pour une manifestation de faiblesse. Ces ennemis endurcis de notre régime ont naturellement reçu plus d'une fois des encouragements de la part des occidentaux et souvent même de l'aide ».

« Dans quelques occasions — continue l'organe du PC hongrois — elles ont noué des contacts avec l'étranger et ont organisé des complots pour renverser le gouvernement ».

La majeure partie de ces « récidivistes de la conspiration politique » — comme les appelle le quotidien communiste — avaient été arrêtés après l'avènement du parti communiste: à nouveau mis en prison, après l'échec de la révolte de 1956, ils avaient été

relâchés en 1963 grâce à l'amnistie qui redonna une liberté, encore que provisoire et incertaine, à environ 3.000 adversaires du régime. Aujourd'hui le gouvernement communiste de Budapest affirme que les « conspirateurs » avaient été invités de la part de mystérieux occidentaux, dont il ne précise ni le nom ni la qualité, « à créer une opposition intérieure qui en accord avec les forces qui agissent à l'étranger pour la subversion, aurait assumé en son temps le pouvoir ».

Beaucoup de ces récidivistes seraient des religieux appartenant au « Regnum Marianum », un groupement qui avait été dissous par la police et dont les membres avaient été frappés par de lourdes condamnations, oscillant autour de dix ans de réclusion.

Telles sont les rares et imprécises informations qui nous arrivent de Budapest. Que peut-on en conclure? Peu de chose... Dans quelques mois arrive la période des vacances. Les Pays derrière le rideau de fer ont beaucoup à taux qui paient leur séjour offrir aux touristes occidentaux avec une monnaie aussi verbalement méprisée qu'elle est apprécié en pratique: les dollars américains. Mais avec les méthodes du gouvernement de Budapest il est probable que les touristes seront plutôt rares cet été. On goûte mal des vacances entourés de gens opprimés, de larmes et de souffrances. Et si l'Europe libre a gardé un peu de bon sens et de charité humaine, le rideau de fer avec la Hongrie devrait être baissé cette fois par l'Occident.

Tudor Acolan

A travers l'Europe et le monde

minimum

L'Asie mystérieuse



Dans son livre « Der Okultismus Tänschungen und Tatsachen » Mme Fanny Moser, biologiste allemande qui a étudié longuement les manifestations anormales des peuples asiatiques, écrit qu'elle a personnellement assisté à un prodige opéré par un fakir.

Voici ce que nous dit Mme Moser: « *Le yoghi fit voir à tous les assistants un noyau de mangue qu'il enfouit dans un tas de terre. Aussitôt après il recouvrit le tas de terre d'un morceau d'étoffe et arrosa le tout avec un liquide transparent comme l'eau. Puis il s'assit auprès et tomba dans une profonde méditation. Les assistants purent alors voir au bout de quelques instants le morceau d'étoffe se soulever peu à peu sous la poussée de la plante qui commençait à germer rapidement. Et quand le yoghi retira l'étoffe les pousses se redressèrent et l'ont vit naître quantité de petites feuilles vertes que le yoghi cueillit et distribua aux spectateurs de la scène. J'ai gardé moi-même une de ces feuilles et quand je la regarde, je ne peux m'empêcher*

de méditer sur la superficialité dont font preuve ceux qui prétendent que de tels faits ne sont que des attrape-nigauds... ».

N'ayant pas assisté à la scène nous sommes dispensés de la juger et de faire figure de « nigauds » en traitant le yoghi de prestidigitateur. Mais en occidentaux pratiques que nous sommes, nous ne pouvons nous empêcher de penser que si les orientaux sont dotés de tels pouvoirs, ils sont vraiment « nigauds » de ne pas en profiter pour faire germer les récoltes qui les sauveraient de la famine.

Les Américains « honorent leur parole »



Pourquoi les Américains se sont-ils engagés si à fond dans la guerre du Vietnam? M. Rusk, secrétaire d'Etat a expliqué amplement les raisons de l'Administration Johnson à la Commission des Affaires Etrangères du Sénat américain.

Il y a cinq points fondamentaux:

1) *Il existe une agression sous forme d'attaque à main armée de la part du Vietnam du Nord, contre le Vietnam du Sud.*

2) *Les Etats-Unis se sont engagés à assister le Vietnam du Sud pour repousser cette agression.*

3) *Ces engagements dans le Vietnam du Sud n'ont pas été pris isolément mais font partie de la politique d'après-guerre en vue d'assurer une paix stable.*

4) *La question de l'Asie sud-orientale devient d'importance mondiale parce qu'il faut faire comprendre que les Etats-Unis respectent la parole donnée à cette occasion.*

5) *Aucune nation n'est plus intéressée que les Etats-Unis à la paix en Asie sud-orientale et ailleurs. Si l'on met fin à l'attaque armée contre le Vietnam du Sud, la paix peut être obtenue très rapidement.*

Le Secrétaire d'Etat a souligné que le conflit vietnamien a pour origine « une attaque armée conduite avec cynisme et systématiquement par le régime de Hanoi contre le Vietnam du Sud » et remarque que cette situation rentre précisément dans le cadre des agressions auxquelles les Etats-Unis, par le Traité de la SEATO, se sont engagés à faire front. Il dénonce la manœuvre communiste qui tend à faire passer pour une *révolte intérieure* ce qui est, au contraire, une véritable *agression* et fait observer que la guerrilla en acte dans le Vietnam du Sud ne constitue qu'une nouvelle phase d'une action plus vaste tendant à la conquête des territoires asiatiques, qui avait assumé, en Corée, le caractère d'une agression ouverte. Devant l'échec de l'attaque directe, les communistes ont adopté maintenant l'action indirecte mais les buts et les caractères de l'agression sont toujours les mêmes.

M. Rusk a mis spécialement l'accent sur la portée mondiale de la guerre en cours qui constitue le banc d'essai de la volonté et de la capacité des Etats-Unis d'honorer leur parole là où elle a été donnée». Le Secrétaire d'Etat a enfin confirmé une fois de plus que les Etats-Unis ne se proposent que la défense de l'indépendance du Vietnam du Sud et qu'il suffira, pour rétablir la paix dans cette partie du monde, que les communistes mettent fin à l'agression.

Nouveau marché d'esclaves en Europe

Pour 97 millions de marks de denrées alimentaires l'Allemagne de l'Ouest vient d'acheter 2600 allemands mis en vente par le gouvernement de Pankov.

Du reste, nous dit-on, ce n'est pas la première fois qu'un tel marché a été conclu. Il y a deux ans, en octobre, 800 prisonniers avaient été achetés dans les mêmes conditions.

Nous savions déjà que les Européens de l'Est avaient un prix, tout comme en eurent un jadis les africains de la traite des noirs ou les malheureux insulaires de la Méditerranée capturés par les pirates barbaresques. Pour quelques milliers de dollars, on pouvait acheter un ami, un parent captif derrière le rideau de fer, mais ce trafic était resté jusqu'ici pudiquement clandestin.

Cette fois, il semble s'industrialiser et rentrer dans la norme juridique des relations internationales, puisque ces négociations ont été conclues entre gouvernements.

L'URSS, en tout cas, n'a plus à craindre la famine conséquence d'une culture bolchevisée. Il lui suffira désormais de troquer son surplus de chair humaine contre du blé.

Karl Marx n'avait pas prévu cet ultime progrès social de sa doctrine. Il est vrai que

les philosophes et les poètes ont le coeur trop pur pour penser à mal...

La crise italienne



Après environ un mois de crise, M. Moro a enfin présenté son Gouvernement au Parlement italien. Le nouveau Gouvernement de centre-gauche est formé par 26 ministres: 16 démocrates-chrétiens, 6 socialistes, 3 sociaux-démocrates, 1 républicain. Le Ministère des Affaires Etrangères sera à nouveau dirigé par M. Amintore Fanfani et le Ministère du Trésor par M. Emilio Colombo dont l'habileté a été maintes fois reconvenue par les technocrates des institutions européennes.

Le programme du nouveau gouvernement reste inchangé.

La grande vaincue



Nous voulons parler de l'Angleterre contrainte de sortir de son orgueilleux isolement pour quémander son admission au Marché Commun. La majorité du Parlement et des

membres du gouvernement est aujourd'hui « favorable » nous dit-on à l'entrée de l'Angleterre dans la Communauté. M. Harold Wilson n'attendrait qu'une « occasion propice ».

Il la trouvera certainement. A-t-on jamais vu l'Angleterre laisser échapper « l'occasion propice » une fois que son intérêt est en jeu?

Encore que nous ayons des doutes sérieux sur l'opportunité d'une telle admission dont nous redoutons fort les conséquences, il faut avouer que ce désir de rapprochement est un véritable aveu d'impuissance de la part d'un pays dont toute la politique n'a consisté depuis des siècles qu'à diviser les nations du continent pour mieux régner.

« Il est certain — a dit Sir George de Freitas, chef de la délégation du gouvernement anglais au Conseil d'Europe — qu'il y a eu *cette année* en Angleterre *un changement d'opinion considérable vis-à-vis de l'Europe...* ». Déclaration qui est un aveu implicite de l'hostilité ou de l'indifférence que l'opinion britannique témoignait hier encore à l'idée d'Europe.

Si l'Angleterre doit un jour faire partie de l'Europe unie, il faut espérer que ses associés seront assez forts et assez unis pour neutraliser le traditionnel égocentrisme de l'orgueilleuse Albion.

L'horoscope de Tarsis

Dans une interview accordée au correspondant de Londres du « New York Times », l'écrivain russe Valère Tarsis a affirmé que dans cinq ou six ans la révolution éclatera en URSS. « *Des personnes haut placées et insoupçonnables, se préparent déjà à rassembler les armes. Le ferment contre-révolutionnaire existe non seulement chez les intellectuels, continué Tarsis. — Mais s'il tombe, le gouvernement soviétique au sein de l'armée — a tique ne sera pas remplacé par une monarchie ou un ré-*

gime extrémiste. Notre objectif serait une république sur le modèle des Etats-Unis d'Amérique. Mais dans une première phase de transition, on pourrait avoir un régime comme celui de Tito... ».

Ce Tarsis farfêlu dont Kosyguine nous a fait cadeau n'est pas un méchant diable, mais il n'est guère étonnant que ses concitoyens lui refusent aujourd'hui la nationalité soviétique car, de toute évidence, il ne comprend pas grand chose à son peuple. Où a-t-il bien pu voir les germes d'une révolution? Depuis 1917 (presque un demi-siècle), dans cette fataliste Russie, résignée par atavisme à l'esclavage et à la misère qui lui procurent une sombre jouissance, nul n'a bougé malgré tant d'années sanglantes. Aux moujiks bâtonnés, ont succédé les intellectuels «liquidés» d'une balle dans la nuque après lavage de cerveau, et le peuple meurt de faim pour construire des sputniks au lieu de mourir de faim pour construire le Kremlin. Toute la différence est là. question de mode. Même Lénine n'aurait pu faire sa révolution si le régime des tzars n'était pas tombé seul, comme un fruit pourri, avec une guerre perdue et l'effroyable désordre du Pays de Raspoutine, de la vodka et de la corruption.

Une révolution en URSS?

Trouvez une autre chanson, mon cher Tarsis.

Les frontières de l'Europe

La République Fédérale allemande semble avoir l'intention d'accepter définitivement la frontière de l'Oder-Neisse. En janvier dernier, le Ministre des Réfugiés, M. Gradl avait déjà fait une déclaration en ce sens. Plus récemment le Ministère des Affaires pan-germaniques a publié un document selon lequel il apparaît que la réunification de l'Allemagne ne se-

ra possible que si les Allemands renoncent aux territoires annexés par la Pologne.

Crise de l'OTAN

Après les déclarations qu'a faites le Général de Gaulle au cours de sa conférence de presse du 21 février, les Américains accélèrent le démantèlement de leur bases sur le territoire français. Les opérations se poursuivent selon un plan établi depuis longtemps qui prévoit le désarmement des bases de Fontanet, de Trois-Fontaines, de Phalsbourg, de Chaumont et de Chamberlay.

L'Europe éternelle mineure?



* Le grand quotidien italien LA STAMPA publie un article où l'auteur déplore la décision prise par le général de Gaulle de se retirer de l'OTAN. « C'est — dit-il — faire un pas en arrière vers une époque anarchique des relations internationales, l'époque de l'Etat national souverain et du nationalisme qui en découle. L'Europe a trop souffert de ce mal pour désirer un retour anachronique, incompatible avec l'ère atomique et spatiale dans laquelle le comptent seulement les grands empires continentaux et les alliances plurilatérales et intégrées ».

Nous faisons noter en passant à l'auteur de l'article que l'OTAN n'est pas l'Europe; que l'Europe, continent jadis maître du monde et toujours riche aujourd'hui d'intelligence et de matériel humain n'est

pas tombée si bas qu'elle ne puisse se relever et s'émanciper un jour de la tutelle américaine; et qu'une tutelle est toujours un joug auquel on assujettit d'ordinaire les mineurs irresponsables, les malades ou les faibles d'esprit.

Mais continuons. Quelques lignes plus bas, le même auteur affirme dans le même article « Tandis que de Gaulle accomplit son oeuvre destructrice, Wilson, au contraire, se trouve à Moscou pour essayer de tenter quelque chose de positif... c'est un voyage sans illusions... le moment est différent de l'époque où fut effectué le dernier voyage d'un premier anglais à Moscou, celui de McMillan, il y a six ans. Alors Londres pouvait accomplir une précieuse action de médiation et donner une impulsion à la détente comme il advint en effet; aujourd'hui, au contraire, la politique anglaise est parfaitement alignée sur la politique américaine si bien qu'il lui manque cette marge de liberté dans laquelle seule peut s'inscrire une initiative médiatrice ».

Pauvre Angleterre à laquelle l'alliance américaine ne laisse pas même la liberté d'essayer de conjurer par sa médiation le péril qu'elle redoute!

Sans commentaire. Ajoutons toutefois qu'au début de son article, l'auteur se moque aimablement de la logique française. Evidemment!

L'Alliance boiteuse des Nains et du Géant



C'est ainsi que M. Frank Joseph Strauss ancien Minis-

tre des Affaires Etrangères du Gouvernement Adenauer définit l'alliance entre l'Amérique (le géant) et les Pays d'Europe (les nains). Il est évident que le Gouvernement Erhard devra affronter une situation scabreuse si l'Angleterre retire d'Allemagne partie des bombardiers atomiques de la RAF comme elle l'a annoncé dans son « livre blanc ».

Mais il y a plus...

... des soldats allemands au Vietnam?...

...A la réunion du Comité de la Défense du Sénat à Washington on a prévu le transfert au Vietnam de 70.000 soldats de la 7e Armée et l'envoi dans la Péninsule asiatique d'un corps d'expédition allemand.

En dépit de l'attachement profond pour Bonn nourri par les USA cette éventualité ne lui sourirait guère, dit-on.

Adieu Siniavsky,
Adieu Daniel

Comme il fallait s'y attendre, les écrivains soviétiques Andrei Siniavsky et Yuri Daniel ont été condamnés après un procès typiquement stalinien.

La réaction communiste à l'étranger? Presque tous les partis « confrères » ont respecté la discipline du parti central, le silence.

Ce qui ne nous étonne plus. On sait ce que veut dire « liberté » derrière le rideau, on sait que l'Occident parle dans une langue, l'Orient dans une autre et que ce n'est pas une question de syntaxe ou de vocabulaire qui les différencie!

VERS L'HARMONISATION DE LA POLITIQUE DES TRANSPORTS

Réuni à Bruxelles récemment, le Comité syndical des Transports de la Communauté économique européenne (C.E.E.) s'est prononcé en faveur d'une harmonisation de la politique des transports à l'échelle européenne. Le Comité groupe les organisations syndicales affiliées à la Fédération internationale des Ouvriers du Transport dans les six pays de la Communauté (ITF). Jh. Seibert, Président du Syndicat des cheminots allemands (G. D. E. D.), présidait la réunion.

Dans une résolution adressée au Conseil des ministres de la C.E.E., le Comité syndical des Transports de la C.E.E. souligne qu'il considère l'application des mesures envisagées pour l'assainissement des différents modes de transport comme condition essentielle d'un développement sain et équilibré de l'intégration européenne.

Insistant pour une nouvelle consultation du Comité économique et social de la C.E.E., les représentants des travailleurs des transports des six pays déclarent qu'une telle démarche est nécessaire à l'amélioration du niveau de vie et des conditions d'emploi de ces travailleurs.

Une autre résolution traite de la politique sociale dans les différents modes de transport et plus particulièrement en matière d'harmonisation des conditions sociales dans les transports routiers. Les syndicats rappellent qu'ils sont, comme par le passé, disposés à aider les instances compétentes de la C.E.E. à mettre sur pied des réglementations sur la politique de transports.

Nous publierons dans notre prochain numéro la suite des résolutions de la Conférence du Centre Européen de la Culture, concernant divers instituts européens dont elle a recommandé la constitution (voir notre précédent numéro, Janvier 1966)

bulletin européen

Rédacteur politique: MORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVAULT GINI
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie Lires 2000 | Etranger . . . Dollars 3,-
ABONNEMENT D'HONNEUR - 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR 10,-
c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951

STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME
R O M E

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Roul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A.G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.